



Carrément pro!

PROJET DE COMPTES ANNUELS - EXERCICE 2006
1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006

Conseil d'Administration
en date du 20 avril 2007
pour présentation à l'Assemblée Générale appelée à
statuer sur les comptes de l'exercice

1. Conseil d'Administration

Président : Mr René Bertin
Administrateurs : Mme Claudine Bertin
SFPP SA représentée par Mr Jean-Charles Galli

2. Commissaires aux comptes

Mme Dominique Jehanno
KPMG SA représentée par Mr Yves Gouhir

3. Conseil

Cabinet d'Avocats Plusquellec

Exercice du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006

- P1 Rapport de gestion
- P18 Rapport sur le contrôle interne
- P22 Comptes consolidés de l'exercice
- P25 Annexe des Comptes consolidés de l'exercice
- P41 Comptes sociaux de l'exercice
- P44 Annexe des Comptes sociaux de l'exercice
- P57 Texte des principales résolutions soumises à l'Assemblée Générale

HUIS CLOS

Société Anonyme au capital de 1.500.000 euros
Siège social : La Vatine – 35 Square Raymond Aron
76130 MONT SAINT AIGNAN
RCS Rouen n° 378 460 281

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS & SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte de l'activité du groupe Huis Clos durant l'exercice clos le 31 décembre 2006 et pour soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés dudit exercice.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis. Vos Commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes consolidés et sociaux qui vous sont présentés.

Aux présentes est annexé le texte des principales résolutions qui seront soumises à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice, notamment proposition d'affectation du résultat, ce document fait partie intégrante du présent rapport.

Tous les montants exprimés dans le présent rapport sont en milliers d'euros (Ke), sauf indications spécifiques.. Toutes les transactions sont faites en euro, le groupe ne dispose d'aucun instrument dérivé ni d'aucun instrument de couverture.

1) EVOLUTION DE L'ACTIVITE CONSOLIDEE DU GROUPE

(en K€)	1er sem	2e sem	2006	1er sem	2e sem	2005	Var 06-05	en %
Production Nette	49 223	49 405	98 628	41 098	44 973	86 071	12 557	14,6%
Achats Consommés	11 865	11 792	23 657	10 541	10 796	21 337		
Marge brute	37 358	37 613	74 971	30 557	34 178	64 734	10 237	15,8%
<i>Ecart sur ratios</i>	<i>75,9%</i>	<i>76,1%</i>	<i>76,0%</i>	<i>74,4%</i>	<i>76,0%</i>	<i>75,2%</i>	<i>0,8%</i>	
Salaires et Traitements	16 265	16 480	32 745	14 278	15 922	30 199	2 545	8,4%
Charges Sociales	5 855	6 676	12 531	5 830	6 400	12 230	301	2,5%
Provisions Ind.Départ Retraite	12	(54)	(42)	-	87	87	(129)	
Charges & Prov.s/Litiges Salariaux	765	569	1 334	756	917	1 673	(338)	-20,2%
Attributions Actions Gratuites	137	168	306	-	-	-	306	
Participation	87	43	130	51	24	75	55	72,6%
Sous-Traitance Installation	4 615	5 014	9 629	4 046	4 274	8 320	1 308	15,7%
Autres Achats et Charges Externes	8 907	8 495	17 403	9 598	8 594	18 192	(789)	-4,3%
Impôts et Taxes	1 119	1 234	2 352	969	1 030	1 999	354	17,7%
Dotations Amortissements	870	855	1 724	1 059	1 033	2 092	(368)	-17,6%
Autres Charges Courantes	320	502	822	226	442	668	154	23,0%
Dotations Provisions	413	214	626	691	722	1 414	(787)	-55,7%
Reprise Provisions	630	446	1 076	299	152	450	626	138,9%
Autres Produits Courants	1 373	1 180	2 553	1 026	1 455	2 482	71	2,9%
Résultat Opérationnel Courant	(4)	(956)	(960)	(5 622)	(3 661)	(9 283)	8 323	89,7%
Résultat financier	(186)	(215)	(401)	(265)	(174)	(439)	38	8,6%
Résultat Courant	(190)	(1 172)	(1 362)	(5 887)	(3 835)	(9 722)	8 361	86,0%
<i>Ecart sur ratios</i>	<i>-0,4%</i>	<i>-2,4%</i>	<i>-1,4%</i>	<i>-14,3%</i>	<i>-8,5%</i>	<i>-11,3%</i>	<i>9,9%</i>	
Autres Produits non Courants	229	2 400	2 629	-	-	-	2 629	
Variation de Périmètre	284	-	284	-	-	-	284	
IS	(197)	(487)	(684)	(1 861)	5 047	3 186	(3 869)	121,5%
Résultat net	126	742	867	(7 748)	1 212	(6 537)	7 404	113,3%
<i>Ecart sur ratios</i>	<i>0,3%</i>	<i>1,5%</i>	<i>0,9%</i>	<i>-18,9%</i>	<i>2,7%</i>	<i>-7,6%</i>	<i>8,5%</i>	

Après avoir vécu deux années consacrées à une importante réorganisation de son réseau de distribution, Huis Clos retrouve un résultat positif sur l'exercice 2006. Les mesures prises portent leurs fruits, le chiffre d'affaires a ainsi progressé de près de 15% sans que cela se fasse au détriment de la marge brute qui progresse de 16% et dont le ratio enregistre un gain de 0,8 point.

MARGE BRUTE

Le ratio de marge brute s'établit à 76,0%, stable par rapport au 2^{ème} semestre 2005 et en progression de 0,8 point par rapport à l'exercice 2005.

L'écart en marge s'analyse de la façon suivante :

- sur volume d'activité	(12 557 x 75,21%)	9 444
- sur ratio de marge	(98 628 x 0,80%)	<u>793</u>
	soit un gain de marge brute de	10 237

FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel se décomposent ainsi :

Nature de Charges	2006					2005					Ecart Annuel	
	Effectif	1er Sem	Effectif	2e Sem	Annuel	Effectif	1er Sem	Effectif	2e Sem	Annuel	Montant	%
Industrie	147	1 725	131	1 420	3 145	134	1 626	129	1 514	3 141	5	0,2%
Installation	139	1 555	145	1 587	3 142	152	1 841	144	1 575	3 416	-274	-8,0%
Direction Installation	20	417	20	408	825	23	607	26	566	1 173	-348	-29,7%
Ventes	825	9 545	946	9 805	19 350	637	6 706	740	8 905	15 611	3 739	24,0%
Direction Ventes	24	993	32	1 289	2 282	26	1 035	29	1 159	2 194	88	4,0%
Adm. Réseau	92	686	94	698	1 384	101	749	97	719	1 467	-83	-5,7%
Siège	81	1 344	81	1 272	2 616	106	1 713	98	1 484	3 197	-581	-18,2%
TOTAUX	1 327	16 265	1 448	16 480	32 745	1 180	14 278	1 264	15 922	30 199	2 545	8,4%

Effectif = Effectif moyen calculé selon nombre de bulletins de paie établis par mois

D'une manière générale, la masse salariale a été révisée fortement à la baisse à l'exception de la force de vente qui a été renforcée en effectif afin de soutenir le volume d'activité.

Les frais de personnel « Industrie », déduction faite pour 65 Ke de SEC nouvellement intégrée et corrigés de la sortie d'Isosud pour 185 Ke, sont restés stables (+5% 154 Ke) par rapport à l'exercice 2005. En contrepartie, le personnel intérimaire industriel, traité ci-dessous en charges externes, a enregistré une baisse de 70 Ke.

Le service « installation » s'est stabilisé à un niveau de 1,59 Me contre 1,84 Me au 1^{er} semestre 2005, soit un gain semestriel de près de 16% et un gain annuel de 8%. La « direction installation » a été réorganisée, elle s'octroie un gain de 30% par rapport à l'exercice 2005.

A l'inverse, le personnel commercial a été progressivement renforcé sur l'exercice 2005 et sur l'exercice 2006. La progression des effectifs est de l'ordre de 28% pour une évolution de masse salariale de 24%. L'écart favorable de 4% enregistré sur ces deux ratios dénote le retour à une meilleure productivité individuelle des vendeurs à l'instar du 1^{er} semestre où cet écart était défavorable de 12% (effectifs +30% pour une masse salariale en hausse de 42%). Ce décalage mécanique provient essentiellement du temps nécessaire à la formation des nouveaux vendeurs afin d'en faire des vendeurs expérimentés générant une meilleure productivité individuelle.

Le poste « direction des ventes » a également été renforcé pour faire face à l'accélération du programme d'ouvertures d'agences prévu initialement en 2007 et anticipé au 1^{er} juillet 2006. Celui-ci a nécessité un redécoupage des secteurs géographiques, le renforcement des effectifs de vente et de l'encadrement intermédiaire.

Le personnel « administratif réseau » a été réduit par la mutualisation en bases régionales, ce poste dégage un gain de 83 Ke sur l'exercice, soit près de 6%.

Le personnel du siège social a été remanié afin d'obtenir une meilleure productivité, la compression de 25 postes soit un quart des effectifs entre le 1^{er} semestre 2005 et l'exercice 2006 ont permis de dégager un gain de 581 Ke soit plus de 18% de la masse salariale.

Les charges sociales sont restées stables en montant, le taux moyen général par rapport aux salaires bruts est passé de 40% en 2005 à 38% en 2006, soit une baisse de 2 points. Cette baisse s'explique principalement par la réduction d'effectif à fort taux de charges (convention BTP) et une proportion plus importante d'effectif à faible taux de charges (convention VRP).

Les remaniements et réductions d'effectif, évoquées ci-dessus et engagés dès le 1^{er} semestre 2005, ont irrémédiablement eues des conséquences en terme de charges exceptionnelles. Ainsi le poste « charges & provisions sur litiges salariaux » enregistre des valeurs voisines de 750 Ke sur chacun des deux 1^{er} semestres, 900 Ke sur le 2^{ème} semestre 2005, et 569 Ke sur le 2^{ème} semestre 2006 marquant ainsi une baisse de 25%. Ce poste se solde par une charge de 1,3 Me sur l'exercice 2006 en baisse de 338 Ke, soit 20%, par rapport à l'exercice 2005.

L'assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2005 a autorisé au Conseil d'Administration, pour une durée de 38 mois, l'octroi d'attribution d'actions gratuites en faveur des salariés et mandataires sociaux du groupe dans la limite de 10% du capital social.

Un premier plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place à cette même date par le Conseil d'Administration. Il porte sur 54 000 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 février 2008 selon les conditions du règlement du plan.

Un second plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 9 juin 2006. Celui-ci porte sur 12 000 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 juin 2008 selon les conditions du règlement du plan.

Une charge de personnel de 730 Ke liée à ces deux plans et correspondant à l'évaluation faite par un actuair de cet avantage, est étalée sur la période d'acquisition des droits et comptabilisée en contrepartie d'un compte de réserves. Celle-ci a un impact de 306 Ke sur le résultat de l'exercice 2006 mais aucun effet sur le montant des capitaux propres.

Un troisième plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 27 décembre 2006. Celui-ci porte sur 19 500 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 février 2009 selon les conditions du règlement du plan. Compte tenu d'une incidence non significative sur l'exercice, aucune charge de personnel concernant ce plan n'a été comptabilisée.

Les mandataires sociaux du groupe n'ont bénéficié d'aucune attribution d'actions gratuites.

La Direction confirme son intérêt dans cette formule d'intéressement de son personnel aux résultats et à l'expansion de l'entreprise. Elle envisage, en conséquence, de poursuivre en ce sens.

La participation aux bénéfices des salariés (130 Ke) enregistre une hausse significative (73%) liée à l'amélioration du niveau de résultat.

SOUS-TRAITANCE

Le poste « Sous-Traitance Installation » représente 9,76% du chiffre d'affaires consolidé contre 9,67% en 2005.

Malgré une baisse des effectifs techniques, la proportion du chiffre d'affaires posée par nos propres équipes salariées est en nette progression (13,56% en 2006 contre 5,92% en 2005).

Le taux de rémunération des sous-traitants à hauteur de 10,77% en 2005 enregistre une hausse de 1,04% sur l'exercice 2006 pour atteindre 11,81%. Cette hausse est principalement due à l'installation des systèmes de chauffage réversible, sous traitée auprès de techniciens spécialisés.

L'écart du poste « Sous-Traitance Installation » s'analyse donc de la façon suivante :

- S/Traitance SAV	(2006 => 94 K€ - 2005 => 78 K€)	16
- sur volume d'activité (CA Réseau)	((81 278 - 93 428) x 94,08%) x 10,77%	1 231
- Proportion de CA Sous Traité	(93 428 x (86,44% - 94,08%) x 10,77%)	(779)
- Hausse du Taux de Rémunération	(93 428 x 86,44%) x (11,81% - 10,77%)	<u>840</u>
	soit un écart « sous-traitance installation » de	1 308

AUTRES CHARGES EXTERNES

Les autres achats et Charges Externes se décomposent de la façon suivante :

Nature de Charges	2006			2005			Ecart	
	1er Sem.	2e Sem.	Annuel	1er Sem.	2e Sem.	Annuel	Annuel	%
Eau Edf	294	175	469	267	150	417	52	12,5%
Carburant	717	666	1 383	643	742	1 386	-3	-0,2%
Pt Outillage	124	102	225	119	79	198	27	13,5%
F.Bureau	130	94	224	87	86	172	52	30,4%
Loc.Immobilières	1 624	1 715	3 338	1 576	1 569	3 146	193	6,1%
Loc.Véhicules	639	523	1 162	564	552	1 115	47	4,2%
Loc.Diverses	69	74	142	27	46	73	69	95,1%
Entretien Maintenance	962	910	1 872	709	741	1 450	423	29,1%
Assurances	288	402	690	404	403	807	-117	-14,5%
Personnel Extérieur	255	207	462	178	248	426	36	8,4%
Honoraires	546	295	840	310	445	756	85	11,2%
Call-Center	30	-8	22	968		968	-946	-97,8%
Publicité	1 507	1 326	2 833	1 787	1 594	3 381	-548	-16,2%
Ports Divers	432	390	822	414	454	868	-46	-5,3%
Déplacements	448	528	976	510	522	1 032	-56	-5,4%
Missions Réceptions	272	518	791	288	322	609	181	29,8%
Frais de PTT	518	514	1 032	541	514	1 055	-22	-2,1%
Frais Financements	3	4	6	113	22	135	-129	-95,3%
Frais Bancaires	27	39	66	63	68	131	-66	-50,0%
Divers	23	24	46	31	36	67	-21	-31,0%
TOTAUX	8 907	8 496	17 403	9 598	8 593	18 192	-789	-4,3%

Certaines charges engendrent une économie de 1 954 K€, notamment « Call Center », « Publicité », « Assurances », « Frais Financements », « Ports divers », « Déplacements », « PTT & Télécom » et « Frais bancaires » d'autres un poids complémentaire de 1 165 K€.

Près de 50% des économies proviennent de la suppression du recours à différents « Call Center » sans que cela ait eu une répercussion négative dans le volume d'activité.

L'économie du poste « Publicité » (-548 Ke) provient du réseau de distribution avec une réduction des parutions publicitaires « presse » et un resserrement du budget « pages jaunes » représentant un gain de 258 Ke. Les dotations réservées aux incentives et challenges ont été réduites de 180 Ke. Le coût des PLV et des supports de ventes sont en hausse de 60 Ke (nouveaux produits et hausse des effectifs). La refonte intégrale et la fourniture de notre nouveau catalogue avait pesé sur le 1^{er} semestre 2005 pour 170 Ke de plus qu'en 2006.

Les contrats d'assurances ont fait l'objet d'une renégociation en début d'exercice et génèrent un gain de 117 Ke dont 50% proviennent de rabais sur l'exercice 2005.

Une meilleure gestion du transport sur ventes des sites industriels ont permis de dégager un gain de 46 Ke.

Les postes « déplacements-missions » (-56 Ke) est impacté, malgré la hausse des effectifs, par un resserrement des procédures concernant les notes de frais professionnelles.

L'économie générée dans le poste « frais de financement » (129 Ke) provient d'un arrêt de la politique commerciale appliquée fin 2004 et début 2005 tendant à des offres promotionnelles sur les taux de financement accordés à nos clients. Ces offres sont désormais négociées avec les organismes de crédit qui en supportent la charge.

Les postes « Eau Edf » (+52 Ke) et « Locations Immobilières » (+193 Ke) ont subi l'indexation annuelle et la prise de locaux supplémentaires dans le cadre de l'ouverture de 20 nouvelles agences.

Le poste « Fournitures de Bureau » (+52 Ke) enregistre une dépense de petits matériels et équipements non immobilisables dont la durée de vie est supérieure à un an et dont le remplacement était devenu nécessaire.

Le poste « Entretien Maintenance » (+423 Ke) supporte principalement une surcharge de 257 Ke liée aux véhicules pris en location longue durée pour lesquels les contrats signés en 2004 n'avaient pas été établis sur les bonnes bases kilométriques. Ces contrats ont donc fait l'objet d'un rappel de facturation sur l'exercice 2006 lors du remplacement des véhicules. Cette surcharge est cependant compensée par la baisse des dotations aux amortissements (276 Ke pour le

matériel de transport sur 368 Ke au total) liée au passage des contrats de leasing en contrats LLD. Ce poste enregistre également un budget complémentaire de 123 Ke alloué à l'entretien des agences commerciales, indispensable à l'image de marque de l'entreprise, et rendu nécessaire par la négligence de ces deux dernières années.

Le dépassement du poste « Personnel extérieur » (+36 Ke) est à attribuer au réseau de distribution, pour 106 Ke, qui a mis en place un service de téléprospection interne et s'appuie sur le recours au personnel intérimaire. L'industrie a, quant à elle, générée une économie sur ce poste de 70 Ke.

Le poste « Honoraires » (+85 Ke) prend en compte un budget complémentaire pour le recrutement et l'évaluation de salariés cadres placés à des postes « clés » pour un montant de 132 Ke. La reprise d'ouvertures d'agences commerciales a généré des dépenses complémentaires d'honoraires versés à des intermédiaires immobiliers pour 41 Ke. Un acte de garantie signé sur le 1^{er} semestre 2006 a également engendré un surcoût de 30 Ke. Le solde, une économie de 118 Ke est principalement imputable à la baisse des procédures salariales, donc à la baisse des honoraires versés à divers avocats dans ce cadre.

Le poste « Missions Réceptions » (+181 Ke) supporte une charge inhabituelle de frais de formation, engagée dans le cadre du développement du réseau (20 ouvertures) et du développement de la gamme produits (chauffage & climatisation).

Les autres postes n'amènent pas de remarques particulières.

IMPOTS ET TAXES

Les Impôts et Taxes se décomposent de la façon suivante :

Nature de Charges	2006			2005			Ecart	
	1er Sem.	2e Sem.	Annuel	1er Sem.	2e Sem.	Annuel	Annuel	
Ch.Fiscales s/Salaires	355	435	790	345	402	747	43	5,8%
Rembt Formation	-18	1	-17				-17	
T.Professionnelle	459	476	935	368	315	682	253	37,0%
T.Foncieres	136	163	299	114	166	281	18	6,5%
TVTS	24	40	63	48	47	95	-32	-33,6%
IS Forfaitaire	66	0	66				66	100,0%
T.Diverses	5	7	12	7	12	19	-7	-37,9%
Organic	92	112	204	85	88	174	30	17,2%
TOTAUX	1 119	1 234	2 352	969	1 030	1 999	354	17,7%

Ce poste est principalement marqué par une augmentation de la taxe professionnelle liée à la hausse de l'activité et de la valeur ajoutée de l'entreprise, et par un nouvel impôt applicable en 2006, l'IS Forfaitaire. A noter, une baisse de la TVTS qui est le fruit d'une réduction du parc de véhicules de tourisme octroyés au personnel d'encadrement commercial et technique courant 2004.

AMORTISSEMENTS

La baisse de la dotation aux amortissements pour 368 Ke est principalement due au transfert des contrats de leasing des véhicules pris désormais sous forme de contrat de location longue durée ainsi qu'aux agencements des locaux, qui pour les plus anciens, arrivent en fin d'amortissements.

PROVISIONS & AUTRES CHARGES

Les postes « Dotations aux provisions » et « Reprises de provisions » sont à rapprocher du poste « autres charges ». Ils se décomposent de la façon suivante :

Nature de Charges	2006				2005				Ecart
	Charges	Reprises	Dotation	Net	Charges	Reprises	Dotation	Net	
Indemnités Transactionnelles Clients	223	177	118	164	77	101	104	81	83
Pertes sur Créances Clients	438	629	413	222	50	253	639	436	-214
Indemnités s/Litiges Administratifs	5			5	418			418	-412
Divers	155	63	92	184	123	67	111	166	18
Stocks		112	3	-110		29	111	82	-192
Provision SAV		94		-94			448	448	-542
TOTAUX	822	1 076	626	372	668	450	1 414	1 631	-1 259

Ces postes reflètent indéniablement une amélioration de la qualité à tous les niveaux, que ce soit dans le domaine commercial ou technique. Ce rétablissement marque une performance puisqu'il permet de générer une économie de plus 1,2 Me.

AUTRES PRODUITS COURANTS

Le détail des autres produits courants est le suivant :

Nature	2006			2005			Ecart	
	1er Sem.	2e Sem.	Annuel	1er Sem.	2e Sem.	Annuel	Annuels	
Production Immobilisée	87	222	309	89	63	152	156	102,7%
Subventions	306	-2	304	204	13	218	87	39,8%
Autres Produits	960	1 007	1 967	605	613	1 219	748	61,4%
Plus Values de Cession	20	-46	-27	127	766	893	-920	-103,0%
TOTAUX	1 373	1 180	2 553	1 026	1 456	2 482	71	2,9%

La production immobilisée concerne les développements et les améliorations de logiciels informatiques assurés en interne ainsi que la fabrication de produits exposés dans les différents points de vente.

Une subvention de 300 Ke a été obtenue dans le cadre d'un changement de gamme de profilés PVC nécessitant des modifications sur les investissements industriels et en contrepartie des charges, directes ou indirectes, occasionnées sur les lignes de production.

Les autres produits enregistrent une remise partielle de 300 Ke sur pénalités de retard provisionnées fin 2005. Le solde 448 Ke, constitué principalement des commissions liées au financement de nos ventes, enregistre une hausse liée au volume d'activité et au taux de ventes financées qui est en progression de 2.4%, 40.4% en 2006 contre 38.0% en 2005.

L'écart sur les plus-values de cessions d'immobilisations s'explique principalement par la cession, en 2005, de l'immeuble de notre centre de formation et des dernières cessions de véhicules passés en location longue durée.

RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier se décompose ainsi :

Nature	2006			2005			Ecart Annuel	
	1er Sem.	2e Sem.	Annuel	1er Sem.	2e Sem.	Annuel	Montants	%
Intérêts Emprunts	-83	-67	-150	-110	-99	-210	60	28%
Intérêts Leasing	-21	2	-19	-36	-22	-57	39	67%
Intérêts C/Courant	-9	-55	-64	-42	-12	-54	-10	-19%
Agios Bancaires	-96	-108	-204	-95	-66	-162	-42	-26%
Escomptes Accordés	0	0	0	0		0	0	49%
Actualisation Prov. Retraite	-8	-8	-16		-15	-15	-1	-5%
Actualisation Immob. Financières	-28	-3	-31	11	25	36	-67	-186%
Escomptes Obtenus	51	23	73	5	15	20	53	266%
Produits Financiers	9	0	9	2	1	3	6	201%
TOTAUX	-186	-215	-401	-265	-173	-439	37	8,5%

Le résultat financier enregistre une amélioration de 37 Ke liée à une baisse de l'endettement.

AUTRES PRODUITS NON COURANTS

Le groupe a accéléré son programme d'ouvertures d'agences, 20 ouvertures en 2006 au lieu de 10 prévues initialement. Ce développement, programmé de 2007 à 2010, a été anticipé au 1^{er} juillet 2006 et a nécessité un redécoupage des secteurs géographiques, le renforcement des effectifs de vente et de l'encadrement intermédiaire. Parallèlement, Huis Clos a étendu sa gamme « produits » à la rénovation du chauffage électrique (radiateurs à inertie, chauffage réversible) et a développé la mise au point d'un système de pompe à chaleur « Air-Eau » dont le début de commercialisation s'est engagé sur mars 2007.

Ces différents axes de développement ont engendré des coûts supplémentaires. Afin de compenser ceux-ci et de renforcer la structure financière du groupe au 31/12/2006, les deux actionnaires principaux ont procédé à un abandon financier de leur compte courant respectif à hauteur de 2,4 Me. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune dont les modalités sont les suivantes :

- Remboursement à 1^{ère} demande de l'actionnaire lorsque les fonds propres consolidés du groupe redeviendront supérieurs à 6 Me.
- Remboursement immédiat et en totalité en cas d'opération d'augmentation de capital

Les autres produits non courants enregistrent également sur le 1^{er} semestre 2006, un abandon de créances de 229 Ke effectué en garantie de passif dans le cadre de l'acquisition de SEC.

VARIATION DE PERIMETRE

La cession, en juin 2006, de notre filiale Isosud a généré un gain de 284 Ke

IMPOT SOCIETE

Il a été constaté en Impôt Société (IS) un carry-back de 1 423 Ke à la clôture de l'exercice 2004 . Ainsi à l'actif du bilan il réside les sommes suivantes :

- Un carry back de	1 423 Ke
- Les IFA 2005 versés	76 Ke
- Impôt Différé sur délai temporaire d'imposition	(39) Ke
- Impôt Différé sur Report Déficitaire	4 558 Ke
<u>Soit un total de</u>	<u>6 018 Ke</u>

La récupération de l'actif d'impôt différé, à hauteur de 4 558 Ke provenant de la totalité des déficits reportables, a été appréciée à partir de prévisions de résultats déterminées sur la base d'un business plan portant sur les cinq prochains exercices.

Ce business plan a été élaboré sur la base d'hypothèses fondées notamment :

- sur le constat du redressement du groupe réalisé lors de l'exercice 2006.
- sur l'évolution du portefeuille de commandes
- sur la diversification des activités du groupe (chauffage & climatisation notamment)
- sur les mesures énergiques prises tant sur le plan commercial que sur la réduction des coûts permettant d'atteindre une évolution favorable du chiffre d'affaires et une réduction significative du seuil de rentabilité

Dans ce contexte et sur la base des prévisions établies, l'impôt différé activé devrait être récupéré sur la capacité bénéficiaire attendue du groupe sur les deux à trois prochains exercices.

RESULTAT

L'exercice 2006 enregistre un bénéfice avant impôt de 1,6 Me contre une perte avant impôt de 9,7 Me pour l'exercice 2005.

Sa ventilation est la suivante :

Nature	2006			2005			Ecart Annuel	
	1er Sem	2e Sem	Annuel	1er Sem	2e Sem	Annuel	Montants	%
Réseau	-556	1 041	485	-6 309	-4 471	-10 780	11 265	104%
Industrie	657	155	812	438	762	1 200	-389	-32%
Sec	180	32	212				212	
Isosud	42		42	-16	-127	-142	185	130%
TOTAUX	323	1 228	1 551	-5 887	-3 835	-9 722	11 274	116%

Le réseau, après sa réorganisation engagée en 2003 qui l'a fait fortement chuté en volume d'activité (100 Me en 2003, 82 Me en 2004, 81 Me en 2005), affiche en 2006 un chiffre d'affaires de 93,5 Me en progression de 15%. Son résultat s'améliore de près de 11 Me.

L'industrie dégage un résultat de 812 Ke en baisse de 32%. Cette baisse est liée à la hausse du coût des matières premières non répercuté dans les tarifs de vente ainsi qu'à une campagne promotionnelle faite sur la production de volets roulants.

SEC, corrigé de l'abandon financier de 229 Ke sur le 1^{er} semestre 2006, affiche un résultat à l'équilibre en nette progression sur le 2^{ème} semestre.

2) FILIALES ET PARTICIPATIONS

La consolidation porte sur les sociétés du Groupe, dont le détail est rappelé dans le tableau ci-dessous, par intégration « Ligne à Ligne ».

- Une nouvelle société, la SAS HC Management, a été créée le 15 décembre 2005 entre les sociétés du groupe. Cette entité a intégré depuis le 1^{er} janvier 2006 les salariés qui, dans leurs fonctions, opèrent pour l'ensemble des sociétés du groupe. A compter de 2006, cette société de moyens refacture des prestations internes au groupe à chaque entité.
- Une nouvelle société, la SARL Société Européenne de Chauffage (SEC), a été acquise le 18 janvier 2006 par la SA Huis Clos dans le cadre de l'extension d'activité « Rénovation de chauffage électrique & Climatisation » du groupe. Cette acquisition a généré un écart d'acquisition (Goodwill) de 453 Ke.
- Une nouvelle société, la SAS ALTHERM, a été créée le 21 décembre 2006 par la SA HUIS CLOS, actionnaire unique. Cette entité est destinée à œuvrer dans le domaine des énergies renouvelables et regroupera des équipes techniques spécialisées, notamment dans le génie climatique. Elle sera sous-traitante du groupe pour toute installation concernant les énergies nouvelles.
- La SAS Isosud, ne représentant plus un aspect stratégique pour le groupe, a été cédée le 1^{er} juillet 2006. Cette entité a été consolidée jusqu'au 30 juin 2006 puis sortie du périmètre de consolidation à cette date. Cette sortie de périmètre a généré une plus value de 284 Ke.

Toutes les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre.

ENTREPRISES	Contrôle	METHODE	SIRET	SIEGE SOCIAL	% Détenion
HUIS CLOS SA	Mère	LIGNE A LIGNE	37846028100017	76130 Mont Saint Aignan	
ISOPLAS SAS	100%	LIGNE A LIGNE	35308001380012	76700 Harfleur	100%
LOGI FERMETURES SARL	100%	LIGNE A LIGNE	42860800400027	76700 Rogerville	100%
LOGI PARTICULIER SARL	100%	LIGNE A LIGNE	40405213600029	76130 Mont Saint Aignan	100%
SCI RB1	100%	LIGNE A LIGNE	38977360700012	76130 Mont Saint Aignan	100%
ISO SUD SAS	100%	LIGNE A LIGNE	38765531900011	69280 Ste Consoce	100%
HC MANAGEMENT SAS	100%	LIGNE A LIGNE	48535219900015	76130 Mont Saint Aignan	100%
SEC	100%	LIGNE A LIGNE	40214172500075	76700 Rogerville	100%
ALTHERM SAS	100%	LIGNE A LIGNE	49365721700011	76130 Mont Saint Aignan	100%
HUIS CLOS ESPAGNE	100%	LIGNE A LIGNE		Barcelone	100%

ISOPLAS est une SAS qui gère une usine au Havre spécialisée dans la production de menuiseries en PVC et dont le principal client est le réseau de distribution Huis Clos.

LOGI FERMETURES est une SARL détenue à 100% par ISOPLAS qui gère une usine au Havre spécialisée dans la production de volets roulants et dont le principal client est le réseau de distribution Huis Clos.

LOGI PARTICULIER est une SARL qui gère un réseau de concessionnaires à l'enseigne « Plein Jour ».

RB1 est une SCI qui gère des biens immobiliers qui servent de lieu d'implantation à quelques agences du réseau Huis Clos.

HUIS CLOS ESPAGNE est une filiale, à même vocation que le réseau de distribution Huis Clos pour le marché espagnol. Créée en 2002 elle est restée sans activité depuis cette date.

Chiffres clés de l'année

Entités	2006		2005		Variation			
	CA HT	Résultat	CA HT	Résultat	CA HT	%	Résultat	%
Isoplas	21 361	1 029	16 147	646	5 214	32%	383	59%
Logi Fermetures	6 161	180	5 969	661	192	3%	-481	-73%
Isosud (au 30/06/2006)	1 142	37	1 946	-121	-804	-41%	158	130%
Logi Particulier	775	61	702	62	73	10%	-1	-1%
RB1	82	26	153	782	-71	-46%	-756	-97%
HC Management	2 883	-194						
SEC	1 331	204						
Altherm								
Huis Clos Espagne		-3						
TOTAUX	33 734	1 339	24 917	2 029	4 604	18%	-696	-34%

Précisions : Isoplas a bénéficié en 2006 d'une remontée de dividendes de sa filiale Logi fermetures de 660 Ke contre 740 Ke en 2005, abstraction faite de cette donnée, la hausse de résultat serait de 463 Ke.

RB1 a bénéficié en 2005 d'une plus value exceptionnelle nette d'IS de 728 Ke sur la cession de l'immeuble du centre de formation.

L'activité des filiales industrielles, hors Isosud, est pleinement dépendante du volume d'activité de la société mère. En effet, les filiales assurent la fabrication d'environ 70% des produits distribués par le réseau Huis Clos, leurs seuls leviers d'action restent la maîtrise des coûts d'achats de matières premières, de la productivité et des frais généraux. Les prix de transfert entre l'industrie et le réseau de distribution sont des prix de marché normaux. Isoplas et Logi Fermetures ont réalisé un chiffre d'affaires externe au groupe de 3 432 Ke dont 3 306 Ke avec les concessionnaires Plein Jour qui enregistrent une hausse de 29%.

3) DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code général des impôts, nous vous précisons le montant des charges de l'exercice non déductibles fiscalement (article 39-4 du CGI) :

Entités	Montants	
	2006	2005
Huis Clos	74	119
HC Management		
Isoplas	2	13
Logi Fermetures		
Isosud	2	3
Sec	7	
Logi Particulier		
RB1		
Huis Clos Espagne		
TOTAUX	85	135

4) RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT VERSES

Conformément aux dispositions de l'article 243 du code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes pour les trois exercices précédents ont été les suivantes :

<i>Au global</i>					<i>Par action</i>		
Distribué en	Sur Exercice	Brut Euros	Avoir Fiscal Euros	Net Euros	Brut Euros	Avoir Fiscal Euros	Net Euros
2004	2003	1 436 502	478 834	957 668	1,5	0,5	1,0
2005	2004	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
2006	2005	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

5) RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DES 5 DERNIERS EXERCICES

5a) Comptes consolidés

<i>en euros</i>	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
Capital Social					
Capital Social	1 500 000	1 500 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Nombre d'actions	1 500 000	1 500 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Opérations et Résultats de l'Exercice					
Chiffre d'Affaires Hors Taxes	98 628 306	86 070 905	88 577 743	108 549 393	101 476 403
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	4 191 595	(4 969 036)	(4 062 782)	11 009 095	8 191 246
Impôts sur les bénéfices	683 806	(3 185 647)	(2 495 957)	1 643 323	1 042 357
Participation des salariés due au titre de l'exercice	129 817	75 202	238 890	595 257	321 484
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	867 446	(6 536 659)	(6 502 898)	2 777 962	2 044 762
Résultat distribué					
Résultat par action	0,58	(4,36)	(6,50)	2,78	2,04
Dicidende attribué à chaque action					
Effectif					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	1 228	1 068	1 124	1 271	1 296
Montant de la masse salariale de l'exercice	32 744 754	30 598 905	30 857 444	31 471 427	29 433 661
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociales, Œuvres sociales,)	12 530 940	12 230 427	11 868 931	11 873 371	10 847 124

5b) Comptes sociaux

<i>en euros</i>	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
Capital Social					
Capital Social	1 500 000	1 500 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Nombre d'actions	1 500 000	1 500 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Opérations et Résultats de l'Exercice					
Chiffre d'Affaires Hors Taxes	93 443 432	81 514 175	82 956 268	100 616 493	94 005 671
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	5 033 549	(8 150 394)	(2 929 763)	6 082 266	3 825 217
Impôts sur les bénéfices	308 246	(1 560 408)	(1 422 506)	600 090	134 863
Participation des salariés due au titre de l'exercice				282 650	48 848
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 406 556	(9 774 300)	(5 018 441)	1 479 048	1 143 733
Résultat distribué					
Résultat par action	1,60	(6,52)	(5,02)	1,48	1,14
Dicidende attribué à chaque action					
Effectif					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	1 081	935	1 038	1 122	998
Montant de la masse salariale de l'exercice	29 005 503	27 627 988	27 837 087	27 865 823	25 431 586
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociales, Œuvres sociales,)	10 121 493	10 873 007	10 470 491	10 220 345	9 305 401

6) CONTINUTE DE L'EXPLOITATION

Dans les comptes sociaux de la société Huis Clos, le déficit enregistré au cours de l'exercice 2004 a fait apparaître des pertes cumulées supérieures à la moitié du capital social. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 juin 2005, statuant conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code du Commerce, a décidé la poursuite d'activité.

7) INFORMATION RELATIVE AU CAPITAL

Le capital social de la société s'élève à 1.500.000 euros et est divisé en 1.500.000 d'actions qui ont une valeur nominale de 1 euro.

Nous vous rappelons que la société Huis Clos a été introduite sur Euronext Paris en juillet 2001.

Les actions sont inscrites, au gré des propriétaires, en compte nominatif pur, en compte nominatif administré ou au porteur, chez un intermédiaire agréé. Les actions sont admises aux opérations d'Euroclear France Compartiment C (Small Caps), sous le code ISIN FR0000072357.

Evolution du cours de l'action (en euros) :

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Cours au 31/12 - Dernier cours	47,00	52,20	20,00	38,65	20,00	18,50	22,19
Variation en % au 31/12	180,3	11,1	-61,7	93,3	-48,3	-7,5	19,9
Cours le + Haut	52,50	60,00	56,15	44,99	49,50	22,60	30,90
Cours le + Bas	14,50	38,39	13,70	17,10	18,00	10,33	18,20
Volume Total échangé	30 514	36 135	151 485	56 073	39 210	458 825	451 023
Moyenne Volume/Jour	128	154	608	222	155	1 778	1 769

Opérations effectuées sur ses actions propres au cours de l'exercice :

	2006	2005
Actions détenues au 1er janvier	22 277	47 330
Nombre d'actions acquises	15 244	4 539
Nombre d'actions cédées	31 532	29 592
Actions détenues à la clôture	5 989	22 277
Cours moyen d'achat au 1er janvier	29,89	32,18
Cours moyen des achats de l'exercice	24,11	17,85
Cours moyen des ventes de l'exercice	20,92	16,27
Cours moyen d'achat à la clôture	24,26	29,89
Valeur à l'ouverture (en Ke)	666	1 523
Valeur d'achats des acquisitions de l'exercice	368	81
Valeur d'achats des cessions de l'exercice	888	938
Valeur à la clôture	145	666

La fraction de capital auto-détenu s'élève à 0,40% du capital social de la société.

L'Assemblée Générale en date du 30 mai 2006 a autorisé au Conseil d'Administration, et par subdélégation à son Président, la faculté de procéder à une augmentation de capital, réservée ou faisant appel public à l'épargne, dans la limite maximale pour chacune de ces deux options de 10 millions d'euros. La durée de validité de cette autorisation a été fixée à vingt six mois.

Cette autorisation n'a pas été utilisée sur l'exercice 2006.

Cette autorisation prendra fin le 30 juillet 2008, il y aura lieu de réunir une Assemblée Générale Extraordinaire avant cette date, afin de reconduire une nouvelle autorisation.

8) INFORMATION SUR L'ACTIONNARIAT

Identité des actionnaires nominatifs détenant directement ou indirectement plus de 5%, 10%, 20%, 25%, 33^{1/3}%, 50%, 66^{2/3}%, 90% et 95% du capital ou des droits de vote aux assemblées :

Plus de 95 %	Société Groupe Bertin Investissement
Plus de 90 %	
Plus de 66,66 %	
Plus de 50 %	
Plus de 33,33 %	
Plus de 25 %	Société Financière de Placements et de Participation (SFPP) Société Privée de Gestion de Patrimoine (SPGP)
Plus de 20 %	
Plus de 15 %	
Plus de 10 %	Société Richelieu Finance Gestion Privée CIC Régions Expansion
Plus de 5 %	

Franchissements de seuil à la hausse déclarés au cours de l'exercice 2006 :

- Société Privée de Gestion de Patrimoine 11,67% du capital le 09/05/2006
- CIC Régions Expansion 5,72% du capital le 03/10/2006
- Société Privée de Gestion de Patrimoine 15,80% du capital le 05/10/2006

Franchissements de seuil à la baisse déclarés au cours de l'exercice 2006 : Néant

Un droit de vote double est également attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire.

Il n'existe pas de pacte entre les actionnaires de la société Huis Clos.

Etat récapitulatif des opérations sur titres de la société, supérieures à 5 000 euros, réalisées par les mandataires sociaux, personnes assimilées et personnes étroitement liées :

Identité	Acquisitions		Cessions	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Groupe Bertin Investissement	5 795	151 511		
BERTIN René	1 083	21 969	1 445	27 144
PLUTAU Jean Marc	900	21 600		

9) PARTICIPATION ET INTERESSEMENT DES SALARIES

L'Assemblée Générale en date du 30 mai 2006 a autorisé au Conseil d'Administration la faculté de procéder à une augmentation de capital en numéraire d'un montant maximum égal à 3% du capital social réservée aux salariés de la société dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise. La présente délégation a été consentie pour une durée de vingt six mois.

Les salariés n'ont à la clôture de l'exercice, aucune participation au capital social, dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2005 a autorisé au Conseil d'Administration, pour une durée de 38 mois, l'octroi d'attribution d'actions gratuites en faveur des salariés et mandataires sociaux du groupe dans la limite de 10% du capital social.

Un premier plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place à cette même date par le Conseil d'Administration. Il porte sur 54 000 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 février 2008 selon les conditions du règlement du plan. Une charge de personnel, 560 Ke correspondant à l'évaluation faite par un actuair de cet avantage, est étalée sur la période d'acquisition des droits et comptabilisée en contrepartie d'un compte de réserves. Celle-ci a un impact de 260 Ke sur le résultat de l'exercice mais aucun effet sur le montant net des capitaux propres.

Un second plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 9 juin 2006. Celui-ci porte sur 12 000 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 juin 2008 selon les conditions du règlement du plan. Une charge de personnel, 170 Ke correspondant à l'évaluation faite par un actuaire de cet avantage, est étalée sur la période d'acquisition des droits et comptabilisée en contrepartie d'un compte de réserves.

Celle-ci a un impact de 46 Ke sur le résultat de l'exercice mais aucun effet sur le montant net des capitaux propres.

Un troisième plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 27 décembre 2006. Celui-ci porte sur 19 500 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 février 2009 selon les conditions du règlement du plan. Compte tenu d'une incidence non significative sur l'exercice, aucune charge de personnel concernant ce plan n'a été comptabilisée.

La Direction confirme son intérêt dans cette formule d'intéressement de son personnel aux résultats et à l'expansion de l'entreprise. Elle envisage, en conséquence, de poursuivre en ce sens.

10) ETAT DE L'ENDETTEMENT DE LA SOCIETE

10a) Comptes consolidés

Nature	2006	2005	2004	2003	2002
Emprunts Bancaires au 31/12	3 320	3 900	4 766	3 918	5 147
Emprunts liés aux leasings	261	662	1 567	4 246	4 276
Trésorerie Passive	2 581	1 798	1 644	223	9
Trésorerie Active	(792)	(748)	(1 223)	(8 594)	(9 217)
Endettement Bancaire Net	5 370	5 612	6 754	(207)	215
C/Courants d'Associés	492		1 786	488	2 270
Endettement Net Total	5 862	5 612	8 540	281	2 485

Capitaux Propres au 31/12	2 384	844	968	9 800	7 986
CA de l'Exercice	98 628	86 071	88 578	108 549	101 476
Résultat de l'exercice	867	(6 537)	(6 503)	2 778	2 045
Cash Flow de l'exercice	2 902	(8 022)	(6 042)	7 989	5 280

Ratios d'Endettement Net sur :					
Capitaux Propres au 31/12	2,46	6,65	8,82	0,03	0,31
CA de l'Exercice	0,06	0,07	0,10	0,00	0,02
Résultat de l'exercice	6,76	ns	ns	0,10	1,22
Cash Flow de l'exercice	2,02	ns	ns	0,04	0,47

Répartition de l'endettement bancaire au 31/12/2006 par taux			
	Fixe	Variable	Total
moins de 5%	1 309	1 603	2 912
5% à 7,5%	408		408
plus de 7,5%			0
	1 717	1 603	3 320

10b) Comptes sociaux

Nature	2006	2005
Emprunts Bancaires au 31/12	3 000	3 625
Trésorerie Passive	2 432	1 498
Trésorerie Active	(1 445)	(1 004)
Endettement Bancaire Net	3 987	4 119
C/Courants d'Associés	399	896
Endettement Net Total	4 387	5 015

Capitaux Propres au 31/12	-4 585	-6 991
CA de l'Exercice	93 443	81 514
Résultat de l'exercice	2 407	(9 774)

Ratios d'Endettement Net sur :		
Capitaux Propres au 31/12	ns	ns
CA de l'Exercice	0,05	0,06
Résultat de l'exercice	1,82	ns

Répartition de l'endettement bancaire au 31/12/2006 par taux			
	Fixe	Variable	Total
moins de 5%	1 220	1 603	2 823
5% à 7,5%	178		178
plus de 7,5%			0
	1 397	1 603	3 000

Deux contrats d'emprunt, pour un montant global de 357 Ke, font état de covenants financiers (cf : § 4.15 des annexes). Bien que ces covenants ne soient pas respectés depuis l'arrêté des comptes clos au 31/12/2004, les établissements financiers concernés n'ont pas réclamé de remboursement anticipé.

Un montant global de lignes de crédit à hauteur de 3,8 Me, sous forme de découverts autorisés, est accordé par l'ensemble des établissements bancaires du groupe.

11) ACTIVITE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

La société ne pratique aucune activité de recherche et développement, celle-ci se trouve essentiellement à la charge de nos différents fournisseurs.

12) INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément à la loi n°2001-420 du 15 mai 2001, nous vous communiquons l'information suivante relative aux conséquences sur l'environnement de notre activité :

L'activité de la société Huis Clos a un impact très limité sur l'environnement :

- peu de rejets dans l'eau ou dans l'air, peu de nuisances olfactives et sonores
- pas d'atteinte aux équilibres biologiques
- récupération des anciens matériels remplacés dans des bennes, qui sont enlevées et dont le contenu est retraité par des professionnels.

En conséquence, aucune certification n'est en cours en matière d'environnement, de même qu'aucune provision pour atteinte à l'environnement n'a été constatée dans les comptes de la société.

13) COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

13a – Conseil d'Administration

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il comprend trois administrateurs :

- René Bertin, né en 1948 ; Mandat renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 30 mai 2006 pour une période de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Claudine Mallet (épouse Bertin), née en 1950 ; Mandat renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 30 mai 2006 pour une période de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Société SFPP, représentée par Jean Charles Galli, né en 1947 ; Mandat renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 30 mai 2006 pour une période de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il n'y a pas d'administrateur indépendant (non actionnaire du groupe Huis Clos).

Les autres mandats des administrateurs sont les suivants :

<i>MANDATAIRE</i>	<i>SOCIETE</i>	<i>FONCTION(S)</i>
Monsieur René BERTIN	Huis Clos SA Isoplas SAS Logi Fermetures SARL Logi Particulier SARL RB1 SCI Société Européenne de Chauffage SARL HC Management SAS Altherm SAS Groupe Bertin Investissement SAS Groupe Bertin Immobilier SAS Compagnie d'Investissements René Bertin SARL RB2 SCI Bertin Immobilier SCI Moto Center 14 SCI Foncière Bertin SCI Sénior Village SARL Foncière One SARL Jacques III SARL Maya SARL Bertin Promotion SARL Car Wash BV SARL des Monts SCI des Pommiers SCI le XIX ème SCI MBC SCI le Chesne SCI Bleu Horizon GIE	Président Directeur Général Président Gérant Gérant Gérant Gérant Président Président Président Président Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Président
Madame Claudine BERTIN	Huis Clos SA	Administrateur
Monsieur Jean-Charles GALLI	Huis Clos SA SFPP SAS Galli Menuiserie SAS France Europe Immobilier SAS Hôtel Saint Clément SAS SOHGEPAR SA Bois Industrie SARL SEGH SARL JCG SARL SERO SCI FIP SCI ARIL Développement SCI Cabinet Gallieni SARL Alexandre SCI ENP SARL GECO SARL Saint Laurent SCI	Représentant permanent SFPP Président Président Président Président Représentant permanent SFPP Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant

Il se réunit au minimum deux fois par an, afin d'arrêter les comptes semestriels et annuels de la société et du groupe.
Il fonctionne selon les règles inscrites dans les statuts de la société.

Un ordre du jour est systématiquement adressé à chaque administrateur afin qu'il puisse préparer ses interventions au cours de la séance.

Le conseil se réserve le droit d'auditionner tous les intervenants internes ou externes à la société, afin de mieux asseoir son opinion : Directeur Général, Directeur Financier, Commissaires aux comptes...

Il est aussi habilité à préparer les assemblées générales qui réunissent l'ensemble des actionnaires.

Conformément à la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, nous vous précisons l'ensemble des rémunérations perçues par les mandataires sociaux de la société Huis Clos :

	Exercice 2006	Exercice 2005
Monsieur René BERTIN	159 996 euros	146 351 euros
Madame Claudine BERTIN	-	-
Monsieur Jean Charles GALLI	-	-
TOTAL	159 996 euros	146 351 euros

La rémunération des mandataires sociaux ne comporte aucun élément variable.

Aucun engagement de toute nature, correspondant à des éléments de rémunérations, des indemnités ou des avantages quelconques, n'est prévu au bénéfice des mandataires sociaux en cas de prise, de cessation ou de changement dans leur fonction.

13b – Direction Générale

La Direction Générale est aujourd'hui assurée par :

- René BERTIN, Président.
- Jean Marc PLUTAU, Directeur Général.
- Eric PETIT , Directeur Général Adjoint (Finances).

La Direction Générale se réunit régulièrement et définit les aspects stratégiques de l'entreprise.

Elle s'appuie sur des cadres responsables des branches opérationnelles principales avec :

- Deux Directeurs Commerciaux encadrant la force de Vente et l'administration des ventes
- Un Directeur Services encadrant les services techniques
- Un Directeur Industriel encadrant l'ensemble des unités de production
- Un Directeur Ressources Humaines & Juridique
- Un Directeur Communication & Marketing
- Un Responsable Achats et Développement produits
- Un Responsable Qualité
- Un Responsable Contrôle de Gestion
- Un Responsable Informatique

Cet ensemble de personnel d'encadrement se réunit régulièrement, au minimum tous les 15 jours, en comité opérationnel afin d'évoquer tous les problèmes organisationnels et prendre les mesures adéquates soumise à validation par la Direction Générale.

13c - Conseil de Surveillance

La société n'est pas dotée d'un Conseil de surveillance.

14) EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Le groupe renégocie régulièrement auprès de ses banques le maintien de ses autorisations de découvert, le dernier accord en date a pour échéance le 28 juin 2007, une réunion est prévue avant cette date pour la mise au point d'une nouvelle reconduction des lignes autorisées.

15) EVOLUTION ET PERSPECTIVE D'AVENIR

Les nouvelles orientations stratégiques prises courant 2005 sont confortées par les résultats obtenus sur l'exercice 2006. Rappelons que celles-ci étaient les suivantes :

- Renforcement de la force de vente par le recrutement, la formation du personnel d'encadrement et la stabilisation des équipes commerciales.
 - Développement du réseau de distribution par l'ouverture de nouveaux points de vente
 - Développement du réseau de concessionnaires à la marque « Plein Jour »
 - Développement de la gamme produits
-
- Sur 2006, le réseau de distribution a compté un effectif commercial en hausse de 28% par rapport à l'année précédente. Cet investissement en moyen humain est un des facteurs directs de la progression du volume d'activité.
 - Au 31 décembre 2006, Huis Clos compte 20 agences commerciales supplémentaires qui porte son nombre total de magasins à 120.
 - Les concessionnaires à la marque « Plein Jour » sont aujourd'hui au nombre de 30. Le chiffre d'affaires industriel, généré par ceux-ci, a ainsi progressé de 31% sur l'exercice 2006.
 - La gamme produits s'est enrichie de la rénovation du chauffage électrique qui consiste au remplacement des radiateurs soufflants classiques par des radiateurs à fluides caloporteurs. Ces derniers génèrent des économies d'énergies et procurent le même confort qu'un chauffage central à eau chaude sans l'inconvénient d'entretien d'une chaudière.
 - La gamme « produits » s'est également enrichie depuis juillet 2006 de la commercialisation du chauffage réversible qui associe trois fonctionnalités pour un même appareil, le chauffage, la climatisation et la purification d'Air. Basé sur un système de pompe à chaleur, ce produit a été très favorablement accueilli par le marché.

La Direction reste convaincue, même si ces mesures pèsent dans les charges et la rentabilité immédiate, que les relais de croissance primordiaux se trouvent dans une stratégie de développement géographique du réseau de distribution, du développement de sa gamme « produits », du développement du réseau « concessions Plein Jour », du recrutement et de la formation du personnel.

A cette fin, Huis Clos a accéléré son programme d'ouvertures d'agences, 20 ouvertures en 2006 au lieu de 10 prévues initialement. Un développement plus conséquent, programmé à compter du 1^{er} janvier 2007 jusqu'au 31 décembre 2010, a été anticipé au 1^{er} juillet 2006 afin de gagner une année sur sa mise en place. Il a nécessité un redécoupage des secteurs géographiques, le renforcement de l'encadrement intermédiaire et portera le nombre total de magasins à 150 horizon fin 2009. Huis Clos prévoit également d'accélérer le développement de sa branche « Plein Jour » pour aboutir à 70 magasins concessionnaires à cette même date. Les programmes d'évaluation et de formation du personnel, engagés en 2006 pour les cadres nationaux ou régionaux, sont étendus aux Directeurs d'Agences sur 2007 afin de leur apporter toutes aides sur le recrutement et le management de leurs équipes.

Les frais liés au développement du réseau d'agences commerciales et du développement de la gamme « produits » ont été compensés par l'abandon financier des deux principaux actionnaires. Le retour au bénéfice en 2006 marque une réelle performance après des exercices 2004 et 2005 qui ont enregistré respectivement 9 Me et 9,7 Me de pertes avant impôt.

Le futur est également axé sur les sources d'énergies renouvelables. Huis Clos, avec l'aide de partenaires fournisseurs, a mis au point un système de pompe à chaleur dont le début de commercialisation a été lancée en mars 2007. Ce produit, destiné à compléter les installations de chauffage classique par adjonction sur les chaudières, permet des économies d'énergies conséquentes et permet également de s'adresser à la totalité de la clientèle « particuliers » à l'instar d'auparavant où notre offre ne s'adressait qu'aux utilisateurs de chauffage électrique.

Qu'il s'agisse du réversible ou de la pompe à chaleur, il n'est pas inutile de rappeler que ces produits bénéficient d'un fort soutien des pouvoirs publics qui les plébiscitent et leurs octroient un crédit d'impôt à hauteur de 50% du matériel installé. Cet avantage et les économies induites sur les factures d'énergie sont des arguments de premier ordre qui ne peuvent que conduire au succès de cette extension d'activité.

Le segment « rénovation menuiseries » bénéficiera de la croissance du nombre d'agences, de l'amélioration des performances individuelles du personnel commercial et également de l'extension de la base de données « clients » liée à l'apport des nouveaux produits.

La Direction met ainsi tout en œuvre afin que les exercices futurs bénéficient d'une forte progression tant en terme de chiffre d'affaires qu'en terme de rentabilité.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la loi sur la sécurité financière, je vous présente un rapport qui rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

Ce rapport a été communiqué à nos commissaires aux comptes qui vous présenteront, dans un rapport joint au rapport général sur les comptes, leurs observations.

I / Conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il comprend trois administrateurs :

- René Bertin, né en 1948 ; Mandat renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 30 mai 2006 pour une période de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Claudine Mallet (épouse Bertin), née en 1950 ; Mandat renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 30 mai 2006 pour une période de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Société SFPP, représentée par Jean Charles Galli, né en 1947 ; Mandat renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 30 mai 2006 pour une période de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il n'y a pas d'administrateur indépendant (non actionnaire du groupe Huis Clos).

Les autres mandats des administrateurs sont les suivants :

<i>MANDATAIRE</i>	<i>SOCIETE</i>	<i>FONCTION(S)</i>
Monsieur René BERTIN	Huis Clos SA Isoplas SAS Logi Fermetures SARL Logi Particulier SARL RB1 SCI Société Européenne de Chauffage SARL HC Management SAS Altherm SAS Groupe Bertin Investissement SAS Groupe Bertin Immobilier SAS Compagnie d'Investissements René Bertin SARL RB2 SCI Bertin Immobilier SCI Moto Center 14 SCI Foncière Bertin SCI Sénior Village SARL Foncière One SARL Jacques III SARL Maya SARL Bertin Promotion SARL Car Wash BV SARL des Monts SCI des Pommiers SCI le XIX ème SCI MBC SCI le Chesne SCI Bleu Horizon GIE	Président Directeur Général Président Gérant Gérant Gérant Gérant Président Président Président Président Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Président
Madame Claudine BERTIN	Huis Clos SA	Administrateur

<i>MANDATAIRE</i>	<i>SOCIETE</i>	<i>FONCTION(S)</i>
Monsieur Jean-Charles GALLI	Huis Clos SA SFPP SAS Galli Menuiserie SAS France Europe Immobilier SAS Hôtel Saint Clément SAS SOHGEPAR SA Bois Industrie SARL SEGH SARL JCG SARL SERO SCI FIP SCI ARIL Développement SCI Cabinet Gallieni SARL Alexandre SCI ENP SARL GECO SARL Saint Laurent SCI	Représentant permanent SFPP Président Président Président Président Représentant permanent SFPP Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant

Le Conseil d'Administration se réunit au minimum deux fois par an, afin d'arrêter les comptes semestriels et annuels de la société et du groupe.

Il fonctionne selon les règles inscrites dans les statuts de la société.

Un ordre du jour est systématiquement adressé à chaque administrateur afin qu'il puisse préparer ses interventions au cours de la séance.

Le conseil se réserve le droit d'auditionner tous les intervenants internes ou externes à la société, afin de mieux asseoir son opinion : directeur général, directeur financier, commissaires aux comptes...

Il est aussi habilité à préparer les assemblées générales qui réunissent l'ensemble des actionnaires.

II / Les procédures de contrôle interne mises en place

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le conseil d'administration, les dirigeants et le personnel de la société et destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- la réalisation et l'optimisation des opérations
- la fiabilité des informations financières
- la conformité aux lois et aux réglementations en vigueur.

Les procédures de contrôle interne impliquent :

- le respect des politiques de gestion
- la sauvegarde des actifs
- la prévention et la détection des fraudes et erreurs
- l'exactitude et l'exhaustivité des enregistrements comptables
- l'établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Afin de définir les procédures à mettre en place, la démarche de contrôle interne a été la suivante :

- définition d'une cartographie des risques clés
- identification des risques opérationnels qui ont un impact sur la réalisation des objectifs de la société et du groupe
- gestion des priorités liées aux risques
- définition des actions correctives et les activités de contrôle appropriées.

La direction financière est la garante de l'adhésion du personnel aux procédures de contrôle interne. Elle veille à ce que les instructions soient diffusées et appliquées.

Pour ce faire, un manuel de procédures est mis à la disposition des membres du personnel, ainsi que des fiches techniques et des notes de service (intranet).

Par délégation, les responsables de service assurent la supervision des méthodes appliquées.

Le groupe Huis Clos est organisé en trois pôles :

- un pôle industriel composé de deux usines
- un pôle commercial, composé d'un réseau intégré qui regroupent 120 agences, d'une trentaine de bases administratives et techniques, et un réseau de concessionnaires (30 à ce jour).
- un pôle central, qui regroupe tous les services du siège (services administratifs, financiers, ressources humaines, marketing, techniques...).

Les agences sont relativement autonomes dans leur gestion quotidienne qui consiste principalement à animer des équipes commerciales dans le respect des procédures établies. Des visites de contrôle des responsables hiérarchiques régionaux ou nationaux ont lieu régulièrement.

Les bases administratives régionales assurent l'enregistrement et le contrôle des contrats de ventes, ainsi que toutes les opérations directement liées à ceux-ci, qu'elles soient techniques ou financières jusqu'au terme de leur bon déroulement et à leur encaissement.

Les services comptables du siège contrôlent les informations enregistrées par les bases et enregistrent les autres flux.

Une séparation des fonctions permet d'assurer un cloisonnement des tâches favorable à un meilleur contrôle. Une distinction a donc été faite entre l'autorisation, l'exécution, l'enregistrement et le contrôle de la transaction.

Par ailleurs, l'accès aux systèmes d'informations fait l'objet d'autorisations nominatives.

Les systèmes informatiques utilisés sont pour l'essentiel des référentiels du marché :

- la comptabilité est gérée à l'aide d'un ERP, générique, ou bien sur un logiciel standard, Sage
- la gestion commerciale a été développée sur un système interne, qui est utilisé depuis de nombreuses années et dont la fiabilité a été prouvée
- la gestion de production est assurée par un logiciel du marché, Easy Win, utilisé par d'autres acteurs du marché de la menuiserie

Les résultats comptables sont arrêtés mensuellement au niveau de la société et du groupe, selon un planning défini, et font l'objet d'une analyse présentée en comité de direction.

La consolidation légale est effectuée à chaque fin de semestre civil, selon un planning défini avec les différentes filiales.

Un manuel de consolidation qui regroupe les principales règles définies en interne est mis à la disposition de chaque service comptable concerné. Les différences de traitement et de méthodes sont documentées et contrôlées.

III / Description des procédures de contrôle interne mise en place

Les procédures mises en place doivent garantir raisonnablement la fiabilité des informations financières.

Les principales procédures de contrôle interne appliquées concernent les domaines suivants :

- **Ventes / clients :**

La formation des commerciaux insiste sur le respect d'une charte de déontologie nécessaire dans le domaine de la vente directe.

La gestion du CA et des soldes clients passe par un outil informatique de gestion commerciale commun à l'ensemble des agences, et dont les informations sont reprises dans le logiciel comptable, par intégration directe.

Le contrôle du CA est effectué chaque mois au niveau de chaque région, puis du service comptable, lequel rapproche le CA comptable de celui de la gestion commerciale.

Le contrôle mensuel des stocks permet de valider la césure du CA, des achats et des charges à payer en rapport avec le CA.

Un contrôle de la marge de chaque affaire permet de valider la cohérence de l'ensemble.

Les transactions non routinières (remises, avoirs...) font l'objet d'autorisations spécifiques.

Les modifications tarifaires sont décidées par le service marketing qui s'assure de leur suivi.

Toute émission d'avoirs relatifs au chiffre d'affaires fait l'objet d'une demande préalable à un supérieur hiérarchique.

Les relances clients respectent un cadre procédural précis et sont sous la responsabilité des supérieurs hiérarchiques des services commerciaux et techniques.

Les réclamations clients sont suivies par le service qualité.

Les créances à plus d'un an font l'objet d'une analyse et sont dépréciées en conséquence.

- **Achats / fournisseurs :**
 Tout achat fait l'objet d'une procédure qui permet de respecter la séparation des tâches suivantes : l'accord de la commande, la réception et le contrôle des biens et des services, le contrôle des factures, l'autorisation de règlement, le paiement des factures.
 Le référencement des fournisseurs est assuré par le service marketing et passe par la consultation de plusieurs fournisseurs, avec la comparaison de leurs gammes de produits, de leurs services et de leurs tarifs.
 Le volume d'achat des principaux fournisseurs fait l'objet d'une circularisation et d'un rapprochement avec la comptabilité, notamment afin de valider les RFA.
- **Stocks**
 Les stocks font l'objet de deux inventaires annuels afin de contrôler leur existence.
 Les prix unitaires sont régulièrement vérifiés afin de s'assurer d'une valorisation correcte.
 Les stocks qui ne sont plus utilisés sont identifiés à chaque inventaire et font l'objet d'une dépréciation en conséquence.
- **Immobilisations**
 Les immobilisations sont recensées sur un outil informatique ad hoc qui permet le recensement des actifs par famille et par lieu géographique.
 L'ensemble des investissements fait l'objet d'autorisations pour l'engagement de la dépense.
 Des inventaires physiques ont lieu ponctuellement afin de valider l'existence physique des immobilisations.
- **Trésorerie**
 Il existe une séparation de fonctions entre l'accord du bon à payer et le règlement de l'achat du bien ou du service concerné.
 Les banques font l'objet de rapprochements mensuels avec la comptabilité.
 Il n'existe pas de caisses dans la société et dans le groupe.
- **Provisions pour risques et charges**
 Ces provisions recouvrent aussi bien les risques juridiques que les risques opérationnels.
 Leur recensement s'effectue par un service juridique qui constitue des dossiers nécessaires à la détermination des provisions.
 Une collaboration étroite avec des avocats et des juristes permet d'asseoir leur évaluation.
- **Engagements hors bilan**
 Leurs recensement et leur suivi sont sous la responsabilité de la direction financière.

IV / Appréciation de l'adéquation des procédures de contrôle interne

La démarche d'évaluation progressive de l'efficacité et de l'adéquation des procédures de contrôle interne de la société et du groupe est assurée par un service « audit » indépendant du réseau de distribution qui est directement rattaché à la direction générale et financière.

Ce service audite principalement les bases administratives, cœur de centralisation de l'information, à raison d'un passage une fois par trimestre et sur la base d'une trame précise arrêtée par la direction générale et financière, cette trame permet une évaluation fiable sur l'application des procédures, les progrès enregistrés ou les axes d'amélioration à travailler et permet ainsi une notation. Ce service rédige et rend son rapport d'audit, suite à chaque passage, à la direction et le diffuse également aux acteurs et à l'encadrement concerné.

L'entretien de la direction générale avec les principaux responsables de la société et le service « audit » n'a pas fait état de problèmes particuliers.

Aucune défaillance ou insuffisance grave de contrôle n'a été identifiée dans le cadre des travaux d'analyse cités ci dessus.

Le Président du conseil d'administration

BILAN CONSOLIDE HUIS CLOS

en milliers d'euros	ANNEXE	31/12/2006	31/12/2005
GOODWILL	4.1	476	23
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4.2	845	935
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4.2	6 519	7 010
ACTIFS FINANCIERS	4.3	617	523
ACTIF D'IMPOTS EXIGIBLES	4.4	1 423	1 423
ACTIF D'IMPOTS DIFFERES	4.4	4 595	4 785
ACTIFS NON COURANTS (1)		14 473	14 698
STOCKS	4.5	4 704	4 673
CREANCES CLIENTS & AUTRES DEBITEURS	4.6	5 881	7 300
AUTRES ACTIFS FINANCIERS	4.8	4 343	2 007
TRESORERIE & EQUIVALENTS DE TRESORERIE	4.11	792	748
AUTRES CREANCES	4.7	1 837	1 905
ACTIFS COURANTS (2)		17 558	16 633
TOTAL DE L'ACTIF (1+2)		32 031	31 331
CAPITAL SOUSCRIT		1 500	1 500
RESERVES CONSOLIDEES		162	6 546
RESULTAT DE L'EXERCICE		867	-6 537
ACTIONS PROPRES		-145	-666
CAPITAUX PROPRES (3)		2 384	844
PROVISIONS A LONG TERME	4.9	1 522	1 666
DETTES FINANCIERES A LONG TERME	4.11	1 573	1 710
PASSIFS NON COURANTS (4)		3 095	3 376
PROVISIONS A COURT TERME	4.9	1 925	1 851
DETTES FINANCIERES A COURT TERME	4.11	5 081	4 650
DETTES FOURNISSEURS & AUTRES CREDITEURS	4.12	12 373	12 161
DETTES FISCALES		1 028	767
DETTES SOCIALES		5 984	7 532
AUTRES DETTES		160	151
PASSIFS COURANTS (5)		26 552	27 112
PASSIFS COURANTS & NON COURANTS (4+5)		29 647	30 488
TOTAL CAPITAUX PROPRES & PASSIFS (3+4+5)		32 031	31 331

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE HUIS CLOS

en milliers d'euros	ANNEXE	31/12/2006	31/12/2005
CHIFFRE D'AFFAIRES		98 628	86 071
VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS FINIS ET EN COURS		-119	280
AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE		2 553	2 488
ACHATS CONSOMMES		-23 538	-21 699
CHARGES DE PERSONNEL		-47 004	-44 265
CHARGES EXTERNES		-27 031	-26 512
IMPÔTS ET TAXES		-2 352	-1 999
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		-1 724	-2 092
AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES		-372	-1 556
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		-960	-9 283
AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS		2 629	
AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES			
VARIATION DE PERIMETRE	3	284	
RESULTAT OPERATIONNEL		1 953	-9 283
PRODUITS DE TRESORERIE ET D'EQUIVALENTS DE TRESORERIE		82	22
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT		-437	-482
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	4.15	-354	-460
AUTRES PRODUITS FINANCIERS			36
AUTRES CHARGES FINANCIERES		-47	-15
CHARGE (-) ou PRODUIT (+) D'IMPÔT	4.14	-684	3 186
RESULTAT DE LA PERIODE		867	-6 537
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (1)	4.18	0,58	-5,71
RESULTAT DILUE PAR ACTION	4.18	0,58	-5,71

(1) 1 000 000 d'actions jusqu'au 31/08/2005 puis 1 500 000 actions suite augmentation de capital

Nombre moyen d'actions sur l'exercice 2006 = 1 500 000 - 5 989 (autodétention) soit 1 494 011 actions nettes.

Nombre moyen d'actions sur l'exercice 2005 = (1 000 000 x 8/12) + (1 500 000 x 4/12) soit 1 166 667 - 22 277 (autodétention) soit 1 144 390 actions nettes.

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE (en KE)	31/12/2006	31/12/2005
Résultat net consolidé	867	-6 537
Attributions d'Actions Gratuites	306	
Amortissements	1 724	2 093
Provisions	-409	429
Actualisation Financière et Dépréciation des actifs financiers	34	-36
Impôt non exigible (dont les impôts différés)	614	-3 380
Plus ou Moins Values sur sorties de périmètre	-284	
Plus ou Moins Values de cession d'immobilisations	53	-591
<i>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</i>	2 905	-8 022
Variation nette :		
Stock	69	-1 600
Créances clients & autres débiteurs	912	1 108
Autres actifs financiers	-1 910	400
Autres créances d'exploitation	77	-1 207
Fournisseurs et comptes rattachés	238	606
Dettes Fiscales	357	115
Dettes Sociales	-1 680	3 715
Autres dettes	-6	-79
<i>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</i>	-1 942	3 058
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i> (1)	963	-4 964
<u>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-1 618	-1 199
Acquisitions d'actifs financiers	-178	-41
Cessions d'immobilisations	234	1 879
Cessions d'actifs financiers	58	60
Incidence des entrées de Périmètre (a)	139	
Incidence des sorties de Périmètre (b)	475	
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</i> (2)	-891	698
<u>OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Ajustements		22
Actions propres	368	555
Augmentation capital		5 837
Comptes Courants d'Associés	43	-1 786
Souscription d'emprunts	1 143	868
Remboursements d'emprunts	-2 252	-2 649
<i>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</i> (3)	-698	2 847
<i>Flux net d'impôt payé ou remboursement reçu</i> (4)	-112	763
<u>Variation de trésorerie</u> (B) - (A) = (1) + (2) + (3) + (4)	<u>-739</u>	<u>-655</u>
Trésorerie et Equivalents de trésorerie à l'ouverture (A)	-1 050	-394
Trésorerie et Equivalents de trésorerie à la clôture (B)	-1 789	-1 050

(a) Incidences des Entrées de Périmètre

Prix d'Acquisition
Trésorerie Acquisse
Incidence Nette

Néant
139
139

(b) Incidences des Sorties de Périmètre

Prix de Cession
Trésorerie Versée
Incidence Nette

700
-225
475

Etat des variations des capitaux propres

Etat des variations des capitaux propres	Capital social	Autres réserves	Ecart de conversion	Résultats non distribués	Total	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31/12/2004	1 000	(31)			969		969
Moins valeurs s/cessions actions propres		(457)			(457)		(457)
Impôt sur moins valeurs actions propres		154			154		154
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres		(302)			(302)		(302)
Résultat de la période		(6 537)			(6 537)		(6 537)
Augmentation de capital	500	5 337			5 837		5 837
Cessions actions propres		857			857		857
Ajustements		20			20		20
Solde au 31/12/2005	1 500	(656)			844		844
Moins valeurs s/cessions actions propres		(228)			(228)		(228)
Impôt sur moins valeurs actions propres		76			76		76
Attribution d'Actions Gratuites		306			306		306
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres		153			153		153
Résultat de la période		867			867		867
Dividendes versés		(1)			(1)		(1)
Cessions actions propres		520			520		520
Solde au 31/12/2006	1 500	884			2 384		2 384

La société Huis Clos a procédé, en août 2005, à une augmentation de capital de 6 Me par émission de 500 000 actions supplémentaires au prix de 12 euros l'unité. Le produit net s'est élevé à 5 837 Ke, déduction faite des frais engagés, 500 Ke ont été affectés en capital social et 5 337 Ke en prime d'émission.

ACTIONS AUTO-DETENUES

	2006	2005
Actions détenues au 1er janvier	22 277	47 330
Nombre d'actions acquises	15 244	4 539
Nombre d'actions cédées	31 532	29 592
Actions détenues à la clôture	5 989	22 277
Cours moyen d'achat au 1er janvier	29,89	32,18
Cours moyen des achats de l'exercice	24,11	17,85
Cours moyen des ventes de l'exercice	20,92	16,27
Cours moyen d'achat à la clôture	24,26	29,89
Valeur à l'ouverture	666	1 523
Valeur d'achats des acquisitions de l'exercice	368	81
Valeur d'achats des cessions de l'exercice	888	938
Valeur à la clôture	145	666

Annexe aux comptes consolidés annuels du 31 Décembre 2006

1 Informations générales

Activité du Groupe

La société, créée en 1990, cotée au marché Eurolist d'Euronext Paris depuis juillet 2001, a pour objet la commercialisation et la pose de volets, portes, fenêtres, systèmes de fermetures, destinés à la rénovation de bâtiments à usage d'habitation, commercial ou industriel. Au 1^{er} semestre 2006, la société a étendue son activité à la rénovation du chauffage électrique, remplacement de radiateurs et installation d'appareils réversibles (Chauffage, Climatisation & Purification d'Air).

Le groupe assure, au travers de 2 sites de production, la fabrication des fenêtres et portes PVC, la fabrication des volets roulants PVC ou Aluminium, et l'assemblage de radiateurs électriques à inertie.

La commercialisation passe par une chaîne de magasins intégrés qui s'adressent quasi-essentiellement, via la vente directe, à une clientèle de particuliers, dans le cadre de la réhabilitation de leur habitation principale, en leur proposant un service complet à domicile (vente, financement, métrage, livraison et installation).

Le métier de la société consiste donc en la rénovation de toutes les ouvertures (fenêtres, portes, stores, portails, clôtures, portes de garage), quelque soit le matériau demandé (PVC, bois, aluminium, métal) et la rénovation de tous chauffages électriques incluant des produits réversibles (Chauffage, Climatisation & Purification d'Air).

La commercialisation passe par une force commerciale d'environ 900 VRP selon des méthodes de prospection et de vente formalisées, diversifiées et éprouvées :

- un service formation intégré
- des supports de travail codifiés
- des sources de prospection diversifiées (galeries marchandes, marchés, foires, porte à porte, comités d'entreprise, contacts passifs...)
- expérience de 15 ans en vente directe

Elle passe par un maillage national de 120 magasins qui servent de lieu d'encadrement des VRP, qui assoient la notoriété locale de la marque et qui crédibilisent l'offre service grâce à l'avantage de proximité.

Ce réseau commercialise en priorité les produits fabriqués par les usines du groupe.

Faits caractéristiques de l'exercice

Les principaux faits marquants de l'exercice qui sont relatés plus précisément dans les présentes et dans le rapport de gestion sont les suivants :

- Renforcement de la force de vente et redressement de l'activité
- Acquisition de la Société Européenne de Chauffage (Assemblage de radiateurs électriques à inertie)
- Cession d'Isosud, site de production de fenêtres PVC situé à Lyon
- Création de la SAS ALTHERM, société orientée vers les énergies renouvelables

Le groupe a accéléré son programme d'ouvertures d'agences, 20 ouvertures en 2006 au lieu de 10 prévues initialement. Ce développement, programmé de 2007 à 2010, a été anticipé au 1^{er} juillet 2006 et a nécessité un redécoupage des secteurs géographiques, le renforcement des effectifs de vente et de l'encadrement intermédiaire. Parallèlement, Huis Clos a étendu sa gamme « produits » à la rénovation du chauffage électrique (radiateurs à inertie, chauffage réversible) et a développé la mise au point d'un système de pompe à chaleur « Air-Eau » dont le début de commercialisation s'est engagé sur mars 2007.

Ces différents axes de développement ont engendré des coûts d'exploitation supplémentaires. Afin de compenser ceux-ci et de renforcer la structure financière du groupe au 31/12/2006, les deux actionnaires principaux ont procédé à un abandon financier de leur compte courant respectif à hauteur de 2,4 Me(autres produits opérationnels sur le compte de résultat). Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune dont les modalités sont rappelées dans le § 4.16 des présentes.

Evènements postérieurs à la période

Le groupe renégocie régulièrement auprès de ses banques le maintien de ses autorisations de découvert, le dernier accord en date a pour échéance le 30 juin 2007, une réunion est prévue avant cette date pour la mise au point d'une nouvelle reconduction des lignes autorisées.

2 Règles et méthodes comptables

2.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés du groupe Huis Clos ont été préparés en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration du 20 avril 2007 et seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale statuant sur les comptes.

2.2 Principes

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice précédent. Elles ont été appliquées de façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Tous les montants des tableaux sont exprimés en milliers d'euros, sauf indications spécifiques. Toutes les transactions sont faites en euro, le groupe ne dispose d'aucun instrument dérivé ni d'aucun instrument de couverture.

Le Groupe HUIS CLOS, ci-après nommé le Groupe, désigne la société HUIS CLOS, ci-après nommée la société, et ses filiales.

La consolidation est effectuée sur la base des documents et comptes sociaux arrêtés et retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables mentionnés.

Les états financiers des entités dans lesquelles le groupe détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote ou exerce un contrôle de fait, sont intégrés « ligne à ligne » dans les états financiers consolidés. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles afin d'obtenir des avantages de l'activité.

Le groupe ne comprend que des sociétés consolidées par intégration « ligne à ligne » (voir §3 – Périmètre de consolidation).

Les soldes bilanciaux, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

2.3 Estimations

La préparation des états financiers consolidés en normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et passifs, des produits et des charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue.

Les principaux postes du bilan concernés par ces estimations sont :

- Les impôts différés actifs (annexes 2.20 et 4.4)
- Les frais de développement immobilisés (annexes 2.5 et 4.2)
- Les dépréciations d'actifs (annexe 2.12)
- Les provisions (annexes 2.14 et 4.9)
- Les avantages Personnels (2.15 et 4.10)

Au 31 décembre 2006, la Direction a plus particulièrement examiné ses estimations concernant :

- a) Le goodwill de 453 Ke généré par l'entrée dans le périmètre du groupe de la SARL Société Européenne de Chauffage « SEC », société acquise le 18 janvier 2006 dans le cadre d'une extension d'activité « Rénovation de chauffage électrique & Climatisation ». Un test de dépréciation a été effectué sur la base d'un business plan à horizon 5 ans. Celui-ci permet de conclure qu'il n'y a pas lieu de procéder à une dépréciation.
- b) L'évaluation de l'avantage en faveur du personnel de plans d'attribution d'actions gratuites mis en place par le Conseil d'Administration. Ceux-ci portent sur 66 000 titres, 54 000 seront définitivement attribués à la date du 15 février 2008, 12 000 à la date du 15 juin 2008, selon les conditions du règlement du plan.

Une charge de personnel de 730 Ke, correspondant à l'évaluation faite par un actuair e de cet avantage, est étalée sur la période d'acquisition des droits et comptabilisée en contrepartie d'un compte de réserves. Celle-ci a un impact de 306 Ke sur le résultat de l'exercice 2006 mais aucun effet sur le montant net des capitaux propres.

- c) L'activation des impôts différés dont la récupération, sur la capacité bénéficiaire des deux prochains exercices, a été appréciée à partir d'un business plan à horizon « cinq ans ».

2.4 Goodwill :

Lors d'acquisition des titres de nouvelles entités sociales, le groupe peut être amené à verser des survaleurs (goodwill). S'il survient des indices de pertes de valeurs, des tests de dépréciation sont effectués sur la base de business plans à horizon 5 ans qui permettent de déterminer s'il y a lieu de procéder à une dépréciation.

2.5 Immobilisations incorporelles

Les éléments constituant des actifs non monétaires identifiables sans substance physique, dont il est probable que les avantages économiques futurs qui leur sont associés iront à l'entreprise et qui peuvent être évalués de façon fiable, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en § 2.12 Dépréciation des actifs).

Logiciels de gestion :

Les logiciels de gestion acquis sont amortis linéairement sur une durée comprise entre trois et cinq ans, de même que les frais de développement internes ou externes engagés pour leur mise en œuvre.

Les coûts de développement liés à certains logiciels développés en interne ont été activés car ils répondent aux critères d'activation énoncés par la norme IAS 38. Ces coûts de développement, ayant une durée d'utilisation définie, sont amortis en linéaire sur 5 ans (meilleure estimation de la durée probable d'utilisation d'un projet)

Le coût de développement des logiciels par le groupe pour lui-même comprend les consommables directs et le coût de la main d'œuvre (salaires et charges sociales).

Droits aux baux :

Les droits aux baux sont amortis sur la durée attendue de la location, soit en général 9 ans.

2.6 Immobilisations corporelles

Les éléments identifiables dont il est probable que les avantages économiques futurs qui leur sont associés iront à l'entreprise et qui peuvent être évalués de façon fiable sont comptabilisés en immobilisations. Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en note 2.12 Dépréciation des actifs).

Le coût d'un actif produit par le groupe pour lui-même comprend le coût des matières premières et de la main d'œuvre.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

Les contrats de location financement ayant pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont retraités et figurent en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou si celle-ci est inférieure à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, avec en contrepartie une dette financière. Les immobilisations ainsi constatées sont amorties selon les mêmes modalités que celles applicables aux biens acquis en pleine propriété.

Les contrats de « Location Longue Durée » qui touchent essentiellement le matériel de transport n'ayant pas pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont imputés en charge courante.

Les durées d'amortissements sont déterminées selon les durées d'utilité attendues par l'entreprise pour les actifs concernés, dans les meilleures conditions de fonctionnement et d'utilisation. Le mode d'amortissement retenu est le mode linéaire qui correspond le mieux au rythme de consommation des avantages économiques attendus.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- bâtiments et constructions : les murs et couvertures 30 ans, le gros œuvre 20 ans
- agencements, aménagements des constructions : travaux d'agencements 10 ans ; travaux de peinture 5 ans
- installations techniques, matériel et outillage : machines industrielles 15 ans, outillage industriel 8 à 20 ans, outillage à main 3 ans
- agencements, aménagements divers : agencement des magasins 7 ans, autres agencements entre 5 et 10 ans
- matériel de transport : 3 à 5 ans
- matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans ;
- mobilier de bureau : 10 ans.

Le groupe n'a pas identifié de valeur résiduelle significative pour ses immobilisations corporelles.

2.7 Actifs financiers

Ce poste comprend essentiellement les cautions ou dépôts de garantie versés dans le cadre de l'occupation des locaux industriels et commerciaux, en tant que locataire. Ils sont comptabilisés à leur coût amorti et peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe un indice de perte de valeur.

Les dépôts et cautionnements constituent des actifs financiers émis et non détenus à des fins de transactions. Ils sont par conséquent évalués après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur qui correspond à l'actualisation financière du montant qui sera remboursé à terme. La durée du bail concerné a été retenue comme période d'actualisation. Le taux d'actualisation utilisé à la clôture de l'exercice est de 4,20 % contre 3,75 % sur l'exercice précédent.

2.8 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks comprend :

- Les stocks de matières premières sont valorisés sur la base de leur dernier coût d'achat qui peut inclure des coûts accessoires d'approvisionnement.
- Les produits finis et les en-cours de production sont valorisés sur la base du coût de production, comprenant le dernier coût d'achat et les charges directes et indirectes de production, en fonction d'un pourcentage d'avancement.

La faible dépréciation des stocks s'explique par le fait que les produits finis sont fabriqués sur mesure et sont donc destinés à un client final connu. D'autre part, le turnover des matières premières est suffisamment important pour éviter la création de stocks « morts » significatifs.

2.9 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres débiteurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Puis, ces créances sont évaluées au coût amorti diminué du montant des pertes de valeurs pour tenir compte des difficultés de recouvrement.

Des dépréciations sont constituées sur les créances de plus de 12 mois, par une appréciation au cas par cas du risque de recouvrement des créances en fonction de leur ancienneté et du résultat des relances effectuées.

Les risques de non recouvrement sur les créances de moins de 12 mois, sont couverts par la provision SAV inscrite au passif.

2.10 Autres actifs financiers

Les créances sont évaluées au coût amorti diminué du montant des éventuelles pertes de valeurs.

2.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue en banque, ainsi que les valeurs mobilières de placement.

2.12 Dépréciation des actifs incorporels et corporels

Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont examinés à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés. Pour un actif qui ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle appartient l'actif.

A cette fin, le groupe Huis Clos a identifié cinq Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour lesquelles des paramètres de valorisation ont été définis afin de mettre en place des tests d'impairment. Ces UGT ont été définies au niveau des entités suivantes : Huis Clos (à laquelle est rattachée la SCI RB1 et la SAS HC Management), Logi particulier, Isoplas, Logi Fermetures et Société Européenne de Chauffage.

Au 31/12/2006, le groupe a détecté un indice de perte de valeur et a donc effectué un test de dépréciation sur la base d'un business plan à horizon 5 ans. Celui-ci permet de conclure qu'il n'y a pas lieu de procéder à une dépréciation.

2.13 Capital

Le capital social de la société Huis Clos (société mère) est constitué de 1 500 000 actions au prix nominal d' 1 euro.

Les actions propres sont présentées en diminution des capitaux propres pour leur prix d'acquisition.
La dépréciation constatée dans les comptes sociaux est retraitée en consolidation.

2.14 Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Provisions pour litiges clients et prud'homaux

Dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que le contentieux aboutira à une sortie de ressources pour le groupe, celui-ci constate une provision déterminée en fonction de l'évaluation du risque encouru.

Provision pour SAV

Le groupe peut engager des coûts de SAV sur les produits qu'il fabrique et qu'il pose, dans le cadre des garanties accordées dans les contrats de vente : 10 ans pour les dormants et 2 ans pour les ouvrants et la quincaillerie.

Une analyse historique a permis de déterminer les engagements du groupe en la matière. Cette analyse a permis de déterminer, de manière prospective, les engagements futurs du groupe en terme de SAV. Les années N+3, N+4 et N+5 ont été pondérées de respectivement 60%, 40% et 20%, afin de tenir compte de l'évolution de la politique actuelle, visant à une nette amélioration de la qualité et de la rentabilité de notre service après-vente. En particulier, cette politique vise à interdire tout SAV non facturé, au delà de la période de garantie. Si cette pondération n'avait pas été appliquée, la provision aurait été de 2,2 M€ au lieu de 1,6 M€.

Ce coût de SAV comprend une part d'achats matières et une part de main d'œuvre technique nécessaires aux interventions.

Le coût de la sous-traitance SAV n'a pas été retenu dans ce calcul car toutes les interventions SAV sont assurées par du personnel technique interne. Le nouveau segment d'activité « chauffage » n'a permis aucune analyse historique aussi la provision SAV porte essentiellement sur les produits « fermetures ».

2.15 Avantages au personnel

PROVISIONS POUR DEPART EN RETRAITE

L'obligation du groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures. Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle. Les calculs sont effectués par un actuaire qualifié en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Le mécanisme du corridor n'est pas retenu par le groupe.

PLANS D'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

L'assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2005 a autorisé au Conseil d'Administration, pour une durée de 38 mois, l'octroi d'attribution d'actions gratuites en faveur des salariés et mandataires sociaux du groupe dans la limite de 10% du capital social.

Un premier plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place à cette même date par le Conseil d'Administration. Il porte sur 54 000 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 février 2008 selon les conditions du règlement du plan. Une charge de personnel, 560 Ke correspondant à l'évaluation faite par un actuair de cet avantage, est étalée sur la période d'acquisition des droits et comptabilisée en contrepartie d'un compte de réserves.

Celle-ci a un impact de 260 Ke sur le résultat de l'exercice mais aucun effet sur le montant net des capitaux propres.

Un second plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 9 juin 2006. Celui-ci porte sur 12 000 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 juin 2008 selon les conditions du règlement du plan. Une charge de personnel, 170 Ke correspondant à l'évaluation faite par un actuair de cet avantage, est étalée sur la période d'acquisition des droits et comptabilisée en contrepartie d'un compte de réserves.

Celle-ci a un impact de 46 Ke sur le résultat de l'exercice mais aucun effet sur le montant net des capitaux propres.

Un troisième plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 27 décembre 2006. Celui-ci porte sur 19 500 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 février 2009 selon les conditions du règlement du plan. Compte tenu d'une incidence non significative sur l'exercice, aucune charge de personnel concernant ce plan n'a été comptabilisée.

La Direction confirme son intérêt dans cette formule d'intéressement de son personnel aux résultats et à l'expansion de l'entreprise. Elle envisage, en conséquence, de poursuivre en ce sens.

PROVISIONS POUR DROITS INDIVIDUELS DE FORMATION (DIF)

L'évaluation du DIF a été calculé selon les règles des conventions collectives applicables.

La mise en œuvre du DIF relève de l'initiative du salarié en accord avec l'employeur et les actions de formation se déroulent, en principe, en dehors du temps de travail et ouvrent droit à une allocation de formation équivalente à 50% du salaire net.

Avant taux de déchéance et actualisation financière, le montant total des droits acquis, arrêtés au 31/12/2006 pour l'ensemble des salariés du groupe, s'élève à la somme de 177Ke.

Depuis la mise en place de ce dispositif, à savoir début 2004, aucune demande relevant de ce régime n'a été formulée auprès des services de ressources humaines du groupe. En conséquence, aucune provision n'a été constatée dans les comptes.

2.16 Dettes financières

Les emprunts portant intérêt sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti. La différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

2.17 Fournisseurs

Les dettes fournisseurs et autres créiteurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

2.18 Dettes fiscales, dettes sociales & autres dettes

L'ensemble de ces dettes est évalué à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

2.19 Produits

Les produits provenant de la vente de biens sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

2.20 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (ou produit) d'impôt exigible et la charge (ou produit) d'impôt différé. L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toute les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différés repose sur la façon dont le groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Cette probabilité est estimée sur la base de prévisions d'activité et de résultat établies par la direction générale et financière du groupe.

Les passifs d'impôt différé sont compensés avec les actifs d'impôt différé au sein d'une entité fiscale unique ou chaque fois qu'une législation particulière autorise une entité à se constituer seule redevable de l'impôt pour un ensemble de sociétés (intégration fiscale).

2.21 Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fournitures de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) qui est exposé à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

Le groupe n'a défini qu'une seule activité sectorielle dont l'objet est la fabrication et la fourniture d'éléments de rénovation de l'habitat, principalement éléments de fermeture, destinés à une clientèle de particuliers. Cette activité s'exerce uniquement sur le territoire national.

2.22 Résultat par action

Le résultat par action sur capital de base est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion des actions détenues en propre par la société.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments financiers donnant un accès différé au capital de la société consolidante.

3 Périmètre de consolidation

La consolidation porte sur les sociétés du Groupe, dont le détail est rappelé dans le tableau ci-dessous, par intégration « Ligne à Ligne ».

- Une nouvelle société, la SAS HC Management, a été créée le 15 décembre 2005 entre les sociétés du groupe. Cette entité a intégré depuis le 1^{er} janvier 2006 les salariés qui, dans leurs fonctions, opèrent pour l'ensemble des sociétés du groupe. A compter de 2006, cette société de moyens refacture des prestations internes au groupe à chaque entité.
- Une nouvelle société, la SARL Société Européenne de Chauffage (SEC), a été acquise le 18 janvier 2006 par la SA Huis Clos dans le cadre de l'extension d'activité « Rénovation de chauffage électrique & Climatisation » du groupe. Cette acquisition a généré un Goodwill de 453 Ke.
- Une nouvelle société, la SAS ALTHERM, a été créée le 21 décembre 2006 (absence d'activité sur l'exercice) par la SA HUIS CLOS, actionnaire unique. Cette entité est destinée à œuvrer dans le domaine des énergies renouvelables et regroupera des équipes techniques spécialisées, notamment dans le génie climatique. Elle sera sous-traitante du groupe pour toute installation concernant les énergies nouvelles.
- La SAS Isosud, ne représentant plus un aspect stratégique pour le groupe, a été cédée le 1^{er} juillet 2006. Cette entité a été consolidée jusqu'au 30 juin 2006 puis sortie du périmètre de consolidation à cette date. Cette sortie de périmètre a généré une plus value de 284 Ke.
- Huis Clos Espagne demeure sans activité depuis sa création en 2002.

Toutes les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre.

ENTREPRISES	Contrôle	METHODE	SIRET	SIEGE SOCIAL	% Détention
HUIS CLOS SA	Mère	LIGNE A LIGNE	37846028100017	76130 Mont Saint Aignan	
ISOPLAS SAS	100%	LIGNE A LIGNE	35308001380012	76700 Harfleur	100%
LOGI FERMETURES SARL	100%	LIGNE A LIGNE	42860800400027	76700 Rogerville	100%
LOGI PARTICULIER SARL	100%	LIGNE A LIGNE	40405213600029	76130 Mont Saint Aignan	100%
SCI RB1	100%	LIGNE A LIGNE	38977360700012	76130 Mont Saint Aignan	100%
ISO SUD SAS	100%	LIGNE A LIGNE	38765531900011	69280 Ste Consorce	100%
HC MANAGEMENT SAS	100%	LIGNE A LIGNE	48535219900015	76130 Mont Saint Aignan	100%
SEC SARL	100%	LIGNE A LIGNE	40214172500075	76700 Rogerville	100%
ALTHERM SAS	100%	LIGNE A LIGNE	49365721700011	76130 Mont Saint Aignan	100%
HUIS CLOS ESPAGNE	100%	LIGNE A LIGNE		Barcelone	100%

4 Notes annexes

4.1 Goodwill

GOODWILL	2004	Acq.	Actual.	Sorties	2005	Entrées Périmètre	Acq.	Actual.	Sorties	Sorties Périmètre	2006
Valeurs brutes	23				23	453					476
Dépréciation											
VALEURS NETTES	23				23	453					476

4.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes (en K€)	2004	Acq.	Virt	Cess.	2005	Entrée Périmètre	Acq.	Virt	Cess.	Sortie Périmètre	2006
Goodwill	23				23	453					476
Frais de développement	1 414	429		102	1 742	118	157	14	8	23	2 000
Autres postes immob. incorporelles	166				166		62				227
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 604	429		102	1 930	571	219	14	8	23	2 703
Constructions, agencements et aménagements	5 916	92	1	1 446	4 562		599		250	33	4 879
Installations techniques, outillage	4 063	301	71	330	4 106	73	114		112	564	3 616
Install. Générales, Mat.de transport, de bureau	5 860	364		1 507	4 717	103	447		805	50	4 412
En cours	72	14	-72		14		238	-14			238
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 912	770		3 283	13 399	175	1 399	-14	1 167	647	13 145
	17 515	1 199		3 385	15 329	747	1 618		1 174	671	15 848

Amortissements (en K€)	2004	Doation	Virt	Reprise	2005	Entrée Périmètre	Doation	Virt	Reprise	Sortie Périmètre	2006
Goodwill											
Frais de développement	574	342		63	852	115	312		7	22	1 251
Autres postes immob. incorporelles	117	10		7	120		11				131
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	691	352		71	972	115	323		7	22	1 382
Constructions, agencements et aménagements	2 322	540		678	2 185		444		149	15	2 465
Installations techniques, outillage	1 331	298		147	1 482	15	330		64	291	1 471
Install. Générales, Mat. de transport, de bureau	3 020	903		1 201	2 722	50	627		668	41	2 691
En cours											
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 674	1 741		2 026	6 389	65	1 401		881	347	6 626
	7 365	2 093		2 096	7 361	180	1 724		888	369	8 009

Valeurs Nettes (en K€)	2004				2005					2006
Goodwill	23				23					476
Frais de développement	841				889					748
Autres postes immob. incorporelles	48				46					96
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	912				958					1 321
Constructions, agencements et aménagements	3 593				2 377					2 414
Installations techniques, outillage	2 732				2 624					2 145
Install. Générales, Mat. de transport, de bureau	2 840				1 995					1 721
En cours	72				14					238
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 238				7 010					6 519
	10 150				7 968					7 839

Les immobilisations, intégrées dans les tableaux ci-dessus, relevant de contrats de location financement sont les suivantes :

Valeurs brutes (en K€)	2004	Acq.	Virt	Cess.	2005	Entrée Périmètre	Acq.	Virt	Cess.	Sortie Périmètre	2006
Installations techniques, outillage	2 465			36	2 429	73			83	267	2 152
Install. Générales, Mat. de transport, de bureau	1 863	118		1 055	926		147		519		553
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 328	118		1 091	3 355	73	147		602	267	2 705

Amortissements (en K€)	2004	Dotation	Virt	Reprise	2005	Entrée Périmètre	Dotation	Virt	Reprise	Sortie Périmètre	2006
Installations techniques, outillage	651	172		12	811	15	174		40	154	805
Install. Générales, Mat. de transport, de bureau	1 066	395		883	578		188		434		331
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 717	567		895	1 388	15	362		474	154	1 137

Valeurs nettes (en K€)	2004				2005					2006
Installations techniques, outillage	1 814				1 618					1 347
Install. Générales, Mat. de transport, de bureau	797				348					222
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 611				1 966					1 569

Échéances restant dues (en K€)	2004				2005					2006
Capitaux restant dûs	1 566				662					261
Intérêts restant dûs	86				34					15
TOTALITE	1 652				696					276

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée au titre de l'exercice ni au titre des exercices précédents.

4.3 Actifs financiers

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2004	Acq.	Actual.	Sorties	2005	Entrées Périmètre	Acq.	Actual.	Sorties	Sorties Périmètre	2006
Valeurs brutes	620	41		60	601	10	178		58	2	729
Dépréciation								-3			-3
Actualisation Financière	-114		36		-78	0		-31			-109
VALEURS NETTES	506	41	36	60	523	10	178	-34	58	2	617

4.4 Créances d'Impôt Différé

	2006	2005
Carry Back	1 423	1 423
IFA et Acomptes Versés	76	74
Sur Différences Temporelles d'Imposition	- 39	- 230
Sur Report Déficitaire	4 558	4 940
Valeur nette	6 018	6 207

La récupération de l'actif d'impôt différé, à hauteur de 4 558 Ke provenant de la totalité des déficits reportables, a été appréciée à partir de prévisions de résultats déterminées sur la base d'un business plan portant sur les cinq prochains exercices.

Ce business plan a été élaboré sur la base d'hypothèses fondées notamment :

- sur le constat du redressement du groupe réalisé lors de l'exercice 2006.
- sur l'évolution du portefeuille de commandes
- sur la diversification des activités du groupe (chauffage & climatisation notamment)
- sur les mesures énergiques prises tant sur le plan commercial que sur la réduction des coûts permettant d'atteindre une évolution favorable du chiffre d'affaires et une réduction significative du seuil de rentabilité

Dans ce contexte et sur la base des prévisions établies, l'impôt différé activé devrait être récupéré sur la capacité bénéficiaire attendue du groupe sur les deux à trois prochains exercices.

Une créance de carry back a été constatée pour un montant de 1 423 K€, l'échéance étant 2009.

4.5 Stocks

	2006	2005
Matières premières	3 018	3 375
Produits finis et en cours	1 689	1 409
Valeur brute	4 707	4 784
Matières premières	- 3	111
Produits finis et en cours		
Dépréciation	- 3	111
Matières premières	3 015	3 264
Produits finis et en cours	1 689	1 409
Valeur nette	4 704	4 673

4.6 Clients et autres débiteurs

	2006	2005
Créances clients et autres débiteurs	6 670	8 274
Valeur brute	6 670	8 274
Créances clients et autres débiteurs	789	974
Dépréciation	789	974
Créances clients et autres débiteurs	5 881	7 300
Valeur nette	5 881	7 300

4.7 Autres créances

	2006	2005
Avance sur Commissions	1 524	1 257
Charges constatées d'avance divers	313	648
Total	1 837	1 905

Ce montant représente un mois d'avance de commissions versé lors de l'entrée d'un VRP et récupéré à son départ, ainsi que les commissions payées sur des contrats non posés à la clôture de l'exercice.

4.8 Autres actifs financiers

	2006	2005
créances sociales	211	177
créances fiscales	2 045	1 485
débiteurs divers	2 290	586
Valeur brute	4 546	2 248
débiteurs divers	203	241
Dépréciation	203	241
créances sociales	211	177
créances fiscales	2 045	1 485
débiteurs divers	2 087	345
Valeur nette	4 343	2 007

Il figure en débiteurs divers, une avance en compte courant en faveur d'Isosud de 432 Ke bloquée sur une période de 3 ans à titre de garantie d'actif et de passif relative à sa cession en juin 2006.

4.9 Provisions

Détail des provisions sur les deux derniers exercices	2006			2005		
	Montants	Court Terme	Long Terme	Montants	Court Terme	Long Terme
Litiges Clients	489	489	-	279	279	-
SAV	1 644	518	1 126	1 738	509	1 229
Litiges Salariés	918	918	-	1 063	1 063	-
Engagement retraite (voir § 4.10)	396		396	437		437
TOTAUX	3 447	1 925	1 522	3 517	1 851	1 666

Mouvements de l'exercice 2005	31/12/04	Entrées Périètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Sorties Périètre	31/12/05
Litiges Clients	274		105	100			279
SAV	1 290		448				1 738
Litiges Salariés	1 185		1 062	1 184			1 063
Engagement Retraite (voir § 4.8)	339		98				437
TOTAUX	3 088	-	1 713	1 284	-	-	3 517

Mouvements de l'exercice 2006	31/12/05	Entrées Périètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Sorties Périètre	31/12/06
Litiges Clients	279	271	118	179			489
SAV	1 738			94			1 644
Litiges Salariés	1 063	83	781	1 009			918
Engagement Retraite (voir §4.8)	437		83	109		15	396
TOTAUX	3 517	354	982	1 391	-	15	3 447

4.10 Avantages au personnel

Provision pour départ en retraite (en euros)

	Valeur des droits au 31/12/05	Coût des services rendus dans l'exercice	Coût financier de l'exercice	Gains actuariels	Valeur des droits au 31/12/06	Sorties de Périètre	Valeur des droits au 31/12/06
GROUPE	437 478	66 745	16 006	-109 362	410 867	-14 744	396 123
Huis Clos	109 267	24 899	4 098	-52 070	86 194		86 194
HC Managt	209 227	24 055	7 846	-35 502	205 626		205 626
Isoplas	75 999	11 598	2 850	-14 060	76 387		76 387
Isosud	21 317	2 670	399	-9 642	14 744	-14 744	
Logi Fermeture	16 227	2 495	609	1 906	21 237		21 237
Logi Particulier	5 441	1 028	204	6	6 679		6 679
SEC							

La valorisation des engagements de retraite au titre de l'indemnité de fin de carrière pour les personnels des sociétés du Groupe repose sur les hypothèses actuarielles suivantes :

	31/12/2006	31/12/2005
Taux de turn over	Selon âge, statut et activité	Selon âge, statut et activité
Table de mortalité	TV 88-90 en cas de vie	TV 88-90 en cas de vie
Mode de départ en retraite	Mise à la retraite par l'employeur	Mise à la retraite par l'employeur
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Taux moyen annuel d'inflation	2%	2%
Taux d'évolution des salaires à LT	2,5 % non-cadres, 3% cadres	2,5 % non-cadres, 3% cadres
Taux d'actualisation financière	4,20 %	3,75 %

Le mécanisme du corridor n'est pas retenu par le groupe.

4.11 Dettes financières

Décomposition des dettes financières des deux derniers exercices	2006			2005		
	Montants	Court Terme	Long Terme	Montants	Court Terme	Long Terme
Emprunts bancaires	3 320	2 367	953	3 897	2 410	1 487
Emprunts liés aux Locations Financement	261	140	122	662	442	220
Autres	- 1	- 6	5	3		3
Comptes courants d'associés	492		492			-
Découverts Bancaires	2 581	2 581	-	1 798	1 798	-
DETTES FINANCIERES	6 654	5 081	1 573	6 360	4 650	1 710

Trésorerie & Equivalents de trésorerie	792	792	-	748	748	-
--	-----	-----	---	-----	-----	---

DETTES FINANCIERES NETTES	5 862	4 289	1 573	5 612	3 902	1 710
----------------------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

Mouvements des deux derniers exercices	31/12/04	Souscrip- tions	Rembour- sements	31/12/05	Entrées Périmètre	Souscrip- tions	Rembour- sements	Sorties Périmètre	31/12/06
Emprunts bancaires	4 767	750	1 620	3 897	88	1 000	1 666		3 320
Emprunts liés aux Locations Financement	1 566	118	1 022	662	26	147	551	24	261
Autres	10		7	3		- 5	- 2		0
Comptes courants d'associés (1)	1 786		1 786	-	449	2 672	2 629		492
Découverts bancaires	1 635	163		1 798		783			2 581
DETTES FINANCIERES	9 764	1 031	4 435	6 360	564	4 598	4 844	24	6 654

(1) 1 786 Ke intégrée à l'augmentation de capital opérée en août 2005

(1) 2 629 Ke en abandon financier avec clause de retour à meilleure fortune à hauteur de 2 400 Ke

Répartition de l'endettement bancaire par taux	2006			2005		
	Fixe	Variable	Total	Fixe	Variable	Total
moins de 5%	1 309	4 676	5 985	741	4 381	5 122
5% à 7,5%	669		669	1 239		1 239
plus de 7,5%						
DETTES FINANCIERES	1 978	4 676	6 654	1 979	4 381	6 360

4.12 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	2006	2005
Fournisseurs	9 604	8 786
Avances et acomptes reçus	2 770	3 375
Total	12 374	12 161

4.13 Effectifs

Evolution des effectifs présents fin décembre 2006 et fin décembre 2005

	Huis Clos		Logi Part.		Isoplas		Logi Ferm.		HC Management		SEC		Groupe	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Cadres	17	54	1	1	4	2			19	2			41	59
Etam	285	283	3	2	31	31	8	5	10	4			337	325
VRP	884	639											884	639
Ouvriers					70	65	15	12		8			85	85
Total	1 186	976	4	3	105	98	23	17	29	14			1 347	1 108

4.14 Impôts

	31/12/06	31/12/05
Résultat Consolidé de la Période	867	- 6 537
IS Exigible	112	227
Variation IS Différé	572	- 3 412
Résultat Conso Avant impôt	1 551	- 9 722
Charges non déductibles	261	302
Attributions d'Actions Gratuites	306	
Sorties de Périmètre	- 300	
Frais Augmentation de Capital		- 163
Base Fiscale	1 817	- 9 583
% Impôt	33,33%	33,83%
Impôt (Base x Taux)	606	- 3 242
Impôt forfaitaire perdu	4	72
Différences de taux	74	- 16
Impôt Consolidé	684	- 3 186

4.15 Résultat financier

	2006	2005
Intérêts Emprunts	- 150	- 210
Intérêts Crédits Baux	- 19	- 57
Intérêts C/Courants	- 64	- 54
Agios Bancaires	- 204	- 162
Intérêts dettes diverses		
Produits Financiers	82	23
Total	- 354	- 460

Le résultat financier, compte tenu d'une proportion élevée de dettes financières à taux variable, est relativement sensible à la variation des taux d'intérêts. Toutefois, cette dépendance reste modérée en terme d'impact sur le résultat car une variation des taux de 1% aurait une incidence annuelle inférieure à 50 Ke sur la base de l'endettement au 31 décembre 2006.

L'activité du groupe est exercée exclusivement en France. Il n'existe aucun actif ni passif monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de la clôture. Il n'existe donc aucun risque de change.

4.16 Engagements hors bilan

Engagements reçus : Néant.

Engagements donnés :

	moins 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Nantissements	1 910	48		1 958
Cautions		17		17
contrats de leasing	139	122		261
Autres		2 400		2 400
Total	2 049	2 587		4 636

Pour faire face aux coûts d'exploitation supplémentaires engendrés par l'accélération du développement du réseau et du développement de la gamme « produits », et afin de renforcer la structure financière du groupe au 31/12/2006, les deux actionnaires principaux ont procédé à un abandon financier de leur compte courant respectif à hauteur de 2,4 Me.

Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune dont les modalités sont :

- Remboursement à 1^{ère} demande de l'actionnaire lorsque les fonds propres consolidés du groupe redeviendront supérieurs à 6 Me.
- Remboursement immédiat et en totalité en cas d'opération d'augmentation de capital

Deux contrats d'emprunt font état de covenants financiers :

1^{er} cas : emprunt de 1 500 K€, de 2002, présentant un solde de 247 K€

« le crédit deviendra immédiatement exigible et de plein droit sans mise en demeure préalable en cas d'inobservation ou défaut d'exécution des conditions ci après :

dettes financières/fonds propres+ comptes courants d'associés<1
dettes financières nette/CAF<3 »

2nd cas : emprunt de 381 K€, de 2001, présentant un solde de 110 K€

« tant que l'emprunteur sera débiteur en vertu des présentes, il devra :

maintenir un total fonds propres > ou égal à 4 573 K€ et un fonds de roulement >0, calculés sur le bilan consolidé

fonds propres/ total bilan >20%

total dettes moyen et long terme + CB retraité/ fonds propres <1

total dettes moyen et long terme + CB retraité/ CAF <4

frais financiers (corrigés du CB)/ EBE<30% »

Bien que ces covenants ne soient pas respectés depuis l'arrêté des comptes clos au 31/12/2004, les établissements financiers concernés n'ont pas réclamé de remboursement anticipé.

4.17 Rémunération des organes de direction

Conformément à la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, nous vous précisons l'ensemble des rémunérations perçues par les mandataires sociaux de la société Huis Clos :

	Exercice 2006	Exercice 2005
Monsieur René BERTIN	159 996 euros	146 351 euros
Madame Claudine BERTIN	-	-
Monsieur Jean Charles GALLI	-	-
TOTAL	159 996 euros	146 351 euros

4.18 Résultat par action

	31/12/06	31/12/05
Nombre d'actions composant le Capital Social (1)	1 500 000	1 166 667
Nombre d'actions propres à la clôture	- 5 989	- 22 277
Nombre net d'actions	1 494 011	1 144 390
Résultat de l'exercice	867	- 6 537
Résultat de base par Action (en euros)	0,58	- 5,71
Résultat dilué par Action (en euros)	0,58	- 5,71

(1) 1 000 000 d'actions jusqu'au 31/08/2005 puis 1 500 000 actions suite augmentation de capital
Nombre moyen d'actions sur l'exercice 2005 (1 000 000 x 8/12) + (1 500 000 x 4/12) soit 1 166 667.

4.19 Opérations entre parties liées

Les montants relatifs aux opérations effectuées avec des parties liées externes au groupe sont les suivantes :

1- Sens Groupe Huis Clos vers parties liées (Produits courants)

SAS Groupe Bertin Investissement (facturation de prestations administratives) 116 Ke

2- Sens parties liées vers Groupe Huis Clos (Charges courantes)

SCI Foncière Bertin (Location Immobilière) 72 Ke
SCI RB2 (Location Immobilière) 55 Ke
SCI Moto Center 14 (Location Immobilière) 24 Ke
SCI Bertin Immobilier (Location Immobilière) 205 Ke
SARL Gallieni (Location Immobilière) 455 Ke
Chaud Froid Normandie (Achats Chauffage & Climatisation) 2 604 Ke

Comptes sociaux 2006 - SA Huis Clos

ACTIF	31/12/2006			31/12/2005	PASSIF	31/12/2006	31/12/2005
	BRUT	AMTS/PROV.	NET	NET			
Capital souscrit non appelé (0)					CAPITAUX PROPRES		
ACTIF IMMOBILISE					Capital Social	1 500 000	1 500 000
<i>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</i>					Primes Emission Fusion Apport	5 336 911	5 336 911
Frais Etablissement					Ecarts de Réévaluation		
Frais Recherche et Développement					Réserve Légale	100 000	100 000
Concessions, Brevets, Droits similaires	1 673 968	1 135 372	538 596	727 465	Réserves Statutaires ou Contractuelles		
Fonds Commercial	250 246		250 246	188 746	Réserves Réglementées		
Ecarts d'Acquisitions					Autres Réserves	1 484 773	1 484 773
Autres Immobilisations Incorporelles					Réserves de conversion		
Avances Acomptes s/ Imm. Incorporelles					Report à Nouveau	(15 412 930)	(5 638 631)
<i>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</i>					RESULTAT DE L'EXERCICE	2 406 556	(9 774 298)
Terrains					Subventions d'Investissement		
Constructions	4 316 715	2 302 565	2 014 150	1 936 041	Provisions Réglementées		
Install. Techniques, Matériel Outillage	132 747	67 178	65 569	46 444	Différences de consolidation		
Autres Immobilisations Corporelles	2 675 091	1 678 455	996 636	1 077 704	Autres Réserves de consolidation		
Immobilisations en Cours	238 068		238 068		TOTAL (1)	(4 584 690)	(6 991 246)
Avances Acomptes s/ Imm. Corporelles					AUTRES FONDS PROPRES		
<i>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</i>					Produit Emissions Titres Participatifs		
Participations mises en Equivalence					Avances Conditionnées		
Autres Participations	1 126 108		1 126 108	1 802 618	TOTAL (2)		
Créances rattachées à des Participations					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Autres Titres Immobilisés					Provisions pour Risques	973 362	1 225 181
Prêts					Provisions pour Charges	1 730 194	2 056 495
Autres Immobilisations Financières	595 511		595 511	481 700	TOTAL (3)	2 703 556	3 281 676
TOTAL (1)	11 008 454	5 183 570	5 824 884	6 260 718	DETTES		
ACTIF CIRCULANT					Emprunts Obligataires Convertibles		
<i>STOCKS</i>					Autres Emprunts Obligataires		
Matièresières, Approvisionnements	385 367		385 367	299 218	Emprunts Dettes Ets de Crédit	5 428 315	5 120 178
En Cours de Production de Biens					Emprunts Dettes Financières Divers	402 825	898 571
En Cours de Production de Services					Avances Acomptes s/ Commandes en cours	2 723 259	3 291 400
Produits Intermédiaires et Finis			1 350 105	1 076 912	Fournisseurs et Comptes Rattachés	10 501 821	9 383 615
Marchandises	1 350 105		1 350 105	1 076 912	Dettes Fiscales et Sociales	5 273 539	7 341 503
Avances Acomptes s/ Commandes					Dettes s/ Imm. et Comptes Rattachés	166 104	18 699
<i>CREANCES</i>					Autres Dettes	197 377	205 959
Clients et Comptes Rattachés	5 267 265	722 766	4 544 499	5 969 491	COMPTES DE REGULARISATION		
Autres Créances	7 651 236	202 918	7 448 318	5 466 636	Produits Constatés d'Avance		
Capital Souscrit Appelé non versé					TOTAL (4)	24 693 240	26 259 925
<i>DIVERS</i>					Ecarts de Conversion Passif		
Valeurs Mobilières de Placement	328 802	11 798	317 004	407 802	TOTAL (5)		
Actions propres							
Autres titres							
Disponibilités	1 128 331		1 128 331	595 970			
<i>COMPTES DE REGULARISATION</i>							
Charges Constatées d'Avance	1 813 598		1 813 598	1 854 483			
TOTAL (2)	17 924 704	937 482	16 987 222	16 289 637			
Charges à Répartir (3)							
Primes Rembt Obligations (4)							
Ecarts de Conversion Actif (5)							
TOTAL GENERAL (0 à 5)	28 933 158	6 121 052	22 812 106	22 550 355	TOTAL GENERAL (1 à 5)	22 812 106	22 550 355

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2006		31/12/2005	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes Marchandises				
Production Vendue Biens				
Production Vendue Services	93 443 432		81 514 175	
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	93 443 432	100,0%	81 514 175	100,0%
Production Stockée				
Production Immobilisée	144 408		128 798	
Subventions Exploitation Recues	1 374		17 559	
Reprises s/ Amts et Provisions et Transferts Charges	2 830 389		1 881 023	
Autres Produits	1 930 602		1 138 336	
	98 350 204		84 679 891	
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats Marchandises				
Variation Stocks Marchandises				
Achats Matières 1ères et Approvisionnements	28 612 805		26 495 162	
Variation Stocks Matières 1ères	(359 342)		(52 431)	
Autres Achats et Charges Externes	26 893 084		24 371 740	
Impôts et Taxes	1 812 216		1 664 466	
Salaires et Traitements	29 005 503		27 627 988	
Charges Sociales	10 121 493		10 873 007	
Dotations Amts et Prov	2 318 747		3 172 696	
Autres Charges	1 487 217		1 917 258	
	99 891 723		96 069 886	
RESULTAT D'EXPLOITATION	(1 541 518)	-1,6%	(11 389 995)	-14,0%
PRODUITS FINANCIERS				
Produits Financiers de Participations	1 529 060		799 806	
Produits Autres Valeurs Mobilières				
Autres Intérêts Produits Assimilés	174 687		85 349	
Reprises s/ Provisions	257 968		371 148	
Différences Positives Change				
Produits Nets Cessions V.M.P	6 951			
	1 968 665		1 256 303	
CHARGES FINANCIERES				
Dotations Financières Amts et Provisions	13 178		11 618	
Intérêts et Charges Assimilés	370 436		406 084	
Différences Négatives Change				
Charges Nettes Cessions V.M.P	232 288		456 540	
	615 902		874 242	
RESULTAT FINANCIER	1 352 763	1,5%	382 061	0,5%
RESULTAT COURANT	(188 755)	-0,2%	(11 007 934)	-13,5%
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits Except. s/ Opérations de Gestion	214 231		199 176	
Produits Except. s/ Opérations de Capital	3 159 089		212 486	
Reprises s/ Amortissements et Provisions				
	3 373 320		411 662	
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges Except. s/ Opérations de Gestion	213 332		187 801	
Charges Except. s/ Opérations de Capital	872 923		550 635	
Dotations Except. Amortissements et Provisions				
	1 086 255		738 436	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 287 065	2,4%	(326 774)	-0,4%
Participation des salariés			0	
Charge (+) ou Produit (-) d'Impôt	(308 246)		(1 560 408)	
TOTAL PRODUITS	103 692 190		86 347 856	
TOTAL CHARGES	101 285 634		96 122 156	
RESULTAT DE L'EXERCICE (Produits - Charges)	2 406 556	2,6%	(9 774 300)	-12,0%

Etat des variations des capitaux propres

Etat des variations des capitaux propres	Capital social	Réserve légale	Autres réserves	Prime d'Emission	Report à nouveau	Résultats non distribués	Total Capitaux propres
Solde au 31/12/2004	1 000	100	1 485		(79)	(5 018)	(2 512)
Impact IFRS					(542)		(542)
Augmentation de capital	500			5 337			5 837
Affectation Résultat N-1					(5 018)	5 018	
Résultat de la période						(9 774)	(9 774)
Solde au 31/12/2005	1 500	100	1 485	5 337	(5 639)	(9 774)	(6 991)
Affectation Résultat N-1					(9 774)	9 774	
Résultat de la période						2 407	2 407
Solde au 31/12/2006	1 500	100	1 485	5 337	(15 413)	2 407	(4 585)

La société Huis Clos a procédé, en août 2005, à une augmentation de capital de 6 Me par émission de 500 000 actions supplémentaires au prix de 12 euros l'unité. Le produit net s'est élevé à 5 837 Ke, déduction faite des frais engagés, 500 Ke ont été affectés en capital social et 5 337 Ke en prime d'émission.

Annexe aux comptes sociaux au 31/12/2006

1 1- Informations générales

Activité de la Société

La société, créée en 1990, cotée au marché Eurolist d'Euronext Paris depuis juillet 2001, a pour objet la commercialisation, la fabrication et la pose de volets, portes, fenêtres et systèmes de fermetures destinés à la construction ou à la rénovation de bâtiments à usage industriel, commercial ou d'habitation. Au 1^{er} semestre 2006, la société a étendue son activité à la rénovation du chauffage électrique, remplacement de radiateurs et installation d'appareils réversibles (Chauffage, Climatisation & Purification d'Air).

La commercialisation passe par une chaîne de magasins intégrés qui s'adressent en priorité, via la vente directe, à une clientèle de particuliers, dans le cadre de la réhabilitation de leur habitation principale, en leur proposant un service à domicile (métrage, livraison et pose pris en charge).

Le métier de la société consiste donc en la rénovation de toutes les ouvertures (fenêtres, portes, stores, portails, clôtures, portes de garage), quelque soit le matériau demandé (PVC, bois, aluminium, métal) et la rénovation de tous chauffages électriques incluant des produits réversibles (Chauffage, Climatisation & Purification d'Air).

La commercialisation passe par une force commerciale de près de 900 VRP selon des méthodes de prospection et de vente formalisées, diversifiées et éprouvées :

- un service formation intégré
- des supports de travail codifiés
- des sources de prospection diversifiées (galeries marchandes, marchés, foires, porte à porte, comités d'entreprise, contacts passifs...)
- expérience de 15 ans en vente directe

Elle passe par un maillage national de 120 magasins qui servent de lieu d'encadrement des VRP, qui assoient la notoriété locale de la marque et qui crédibilisent l'offre service grâce à l'avantage de proximité.

Ce réseau commercialise en priorité les produits fabriqués par les usines du groupe.

Faits caractéristiques de l'exercice

Les principaux faits marquants de l'exercice qui sont relatés plus précisément dans les présentes et dans le rapport de gestion sont les suivants :

- Renforcement de la force de vente et redressement de l'activité
- Acquisition de la Société Européenne de Chauffage (Assemblage de radiateurs électriques à inertie)
- Cession d'Isosud, site de production de fenêtres PVC situé à Lyon
- Création de la SAS ALTHERM, société orientée vers les énergies renouvelables

Huis Clos a accéléré son programme d'ouvertures d'agences, 20 ouvertures en 2006 au lieu de 10 prévues initialement .Ce développement, programmé de 2007 à 2010, a été anticipé au 1^{er} juillet 2006 et a nécessité un redécoupage des secteurs géographiques, le renforcement des effectifs de vente et de l'encadrement intermédiaire . Parallèlement, Huis Clos a étendu sa gamme « produits » à la rénovation du chauffage électrique (radiateurs à inertie, chauffage réversible) et a développé la mise au point d'un système de pompe à chaleur « Air-Eau » dont le début de commercialisation s'est engagé sur mars 2007.

Ces différents axes de développement ont engendré des coûts d'exploitation supplémentaires. Afin de compenser ceux-ci et renforcer la structure financière du groupe au 31/12/2006, les deux actionnaires principaux ont procédé à un abandon financier de leur compte courant respectif à hauteur de 2,4Me. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune dont les modalités sont rappelées dans le § 3.14 des présentes.

Evènements postérieurs à la clôture

La Société renégocie régulièrement auprès de ses banques le maintien de ses autorisations de découvert, le dernier accord en date a pour échéance le 30 juin 2007, une réunion est prévue avant cette date pour la mise au point d'une nouvelle reconduction des lignes autorisées.

2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Base de préparation des états financiers

Tous les montants des tableaux sont exprimés en K€, sauf indications spécifiques. Toutes les transactions sont faites en euro, la Société ne dispose d'aucun instrument dérivé ni d'aucun instrument de couverture.

La société HUIS CLOS est nommée la société.

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 20 avril 2007.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes définis par le code de commerce et le règlement CRC n° 99-03 du 29 avril 1999.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Immobilisations incorporelles

Logiciels de gestion

Les logiciels de gestion acquis sont amortis linéairement entre trois et cinq ans, de même que les frais de développement internes ou externes engagés pour leur mise en œuvre.

Les coûts de développement liés à certains logiciels développés en interne ont été activés. Ces coûts de développement, ayant une durée d'utilisation définie, sont amortis en linéaire sur 5 ans (meilleure estimation de la durée probable d'utilisation d'un projet).

Le coût de développement des logiciels par le groupe pour lui-même comprend les consommables directs et le coût de la main d'œuvre (salaires et charges sociales)

Droit au bail

Les droits aux baux sont comptabilisés pour leur valeur d'achat et sont amortis sur la durée attendue de la location, soit en général 9 ans.

2.3 Immobilisations corporelles

Les éléments dont il est probable que les avantages économiques futurs qui leur sont associés iront à l'entreprise et qui peuvent être évalués de façon fiable sont comptabilisés en immobilisations. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition .

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

Les durées d'amortissements sont déterminées selon les durées d'utilité attendues par l'entreprise pour les actifs concernés, dans les meilleures conditions de fonctionnement et d'utilisation. Le mode d'amortissement retenu est le mode linéaire qui correspond le mieux au rythme de consommation des avantages économiques attendus.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- agencements, aménagements des constructions : travaux d'agencements dix ans ; travaux de peinture 5 ans
- installations techniques, matériel et outillage : quatre à cinq ans ;
- matériel de transport : trois à cinq ans
- matériel de bureau et informatique : trois à cinq ans ;
- mobilier de bureau : dix ans.

Le groupe n'a pas identifié de valeur résiduelle significative pour ses immobilisations corporelles.

2.4 Immobilisations financières

Titres de participation

Ce poste comprend les titres de participation et les créances rattachées aux investissements financiers dans les filiales créées par la société ou achetées par la société. Les provisions sont constituées sur la base d'une appréciation de la valeur d'inventaire fondée sur la situation financière de la filiale, sa rentabilité et ses perspectives d'avenir.

Cautions

Ce poste comprend les cautions et garanties versées dans le cadre de l'occupation des locaux industriels et commerciaux, en tant que locataire.

2.5 Stocks et travaux en cours

Les matières consommables et les marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision, pour tenir compte de la valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

2.6 Clients et comptes rattachés

Les créances clients et autres débiteurs sont évaluées à leur valeur nominale.

Des dépréciations sont constituées sur les créances de plus de 12 mois, par une appréciation au cas par cas du risque de non-recouvrement des créances en fonction de leur ancienneté et du résultat des relances effectuées.

Les risques de non-recouvrement sur les créances de moins de 12 mois, sont couverts par la provision SAV inscrite au passif.

2.7 Capital

Le capital social de la société Huis Clos (société mère) est constitué de 1 500 000 actions au prix nominal d' 1 euro.

2.8 Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Provisions pour litiges clients

Dès lors qu'un client exerce un contentieux, le groupe constitue une provision déterminée en fonction des réclamations du client et de l'évaluation du risque encouru par le service juridique du groupe.

Provisions pour litiges prud'homaux

Dès lors qu'un ancien salarié exerce un contentieux pour un événement survenu avant la clôture de l'exercice, le groupe constitue une provision déterminée en fonction des réclamations du salarié et de l'évaluation du risque encouru par le service juridique du groupe.

Provision pour SAV

Le groupe peut engager des coûts de SAV sur les produits qu'il fabrique et qu'il pose, dans le cadre des garanties accordées dans les contrats de vente : 10 ans pour les dormants et 2 ans pour les ouvrants et la quincaillerie.

Une analyse historique a permis de déterminer les engagements du groupe en la matière. Cette analyse a permis de déterminer, de manière prospective, les engagements futurs du groupe en terme de SAV. Les années N+3, N+4 et N+5 ont été pondérées de respectivement 60%, 40% et 20%, afin de tenir compte de l'évolution de la politique actuelle, visant à une nette amélioration de la qualité et de la rentabilité de notre service après-vente. En particulier, cette politique vise à interdire tout SAV non facturé, au delà de la période de garantie. Si cette pondération n'avait pas été appliquée, la provision aurait été de 2,2 M€ au lieu de 1,6 M€..

Ce coût de SAV comprend une part d'achats matières et une part de main d'œuvre technique nécessaires aux interventions. Le coût de la sous-traitance SAV n'a pas été retenu dans ce calcul car, toutes les interventions SAV sont désormais assurées par du personnel technique interne. Le nouveau segment d'activité « chauffage » n'a permis aucune analyse historique aussi la provision SAV porte essentiellement sur les produits « fermetures ».

2.9 Avantages au personnel

Provisions pour départ en retraite

L'obligation du groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures. Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle. Les calculs sont effectués par un actuaire qualifié en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Plan d'Attribution d'actions gratuites

L'assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2005 a autorisé au Conseil d'Administration, pour une durée de 38 mois, l'octroi d'attribution d'actions gratuites en faveur des salariés et mandataires sociaux du groupe dans la limite de 10% du capital social.

Un premier plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place à cette même date par le Conseil d'Administration. Il porte sur 54 000 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 février 2008 dans les conditions du règlement du plan.

Un second plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 9 juin 2006. Il porte sur 12 000 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 juin 2008 dans les conditions du règlement du plan.

Un troisième plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 27 décembre 2006. Celui-ci porte sur 19 500 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 février 2009 selon les conditions du règlement du plan.

La Direction confirme son intérêt dans cette formule d'intéressement de son personnel aux résultats et à l'expansion de l'entreprise. Elle envisage, en conséquence, de poursuivre en ce sens.

Provisions pour droits individuels de formation (DIF)

Le montant total des droits acquis, arrêtés au 31/12/2006 pour l'ensemble des salariés Huis Clos, s'élève à 18 500 heures. Depuis la mise en place de ce dispositif, à savoir début 2004, aucune demande relevant de ce régime n'a été formulée auprès des services de ressources humaines de la Société.

2.10 Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel les éléments relatifs aux cessions d'immobilisations (détenues en propre ou en leasing), les amendes diverses et tous les éléments qui ont un caractère extraordinaire par rapport à l'activité du groupe.

3 NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Valeurs brutes	31/12/05	Acquisitions	Virement	Cessions	31/12/06
Frais d'établissement, de recherche	397			397	
Logiciels, Droits au Bail, Fonds Commerciaux	1 756	176		8	1 924
Constructions, agencements et aménagements	3 968	598		250	4 316
Installations techniques, outillage	106	53		26	133
Install. Générales	857	142		112	887
Matériel de transport	417	4		10	411
Matériel et mobilier de bureau, informatique	1 324	114		61	1 377
En cours		238			238
Immobilisations financières	2 285	210		773	1 722
	11 110	1 535		1 637	11 008

Les amortissements ont évolué comme suit :

Amortissements	31/12/05	Dotations	Reprises	31/12/06
Frais d'établissement, de recherche	396		396	
Logiciels informatiques	840	302	7	1 135
Constructions, agencements et aménagements	2 032	420	149	2 303
Installations techniques, outillage	59	29	21	67
Install. Générales	534	111	84	561
Matériel de transport	149	38	6	181
Matériel et mobilier de bureau	839	150	52	937
	4 849	1 050	715	5 184

Les titres de participation n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation, compte tenu de leur valorisation et des perspectives de développement.

Les autres immobilisations financières au 31 décembre 2006 sont essentiellement composées de dépôts et de cautionnements. Ces créances ont une échéance de recouvrement supérieure à un an.

3.2 Stocks et en cours

	2006	2005
Matières premières	385	299
Produits finis et en cours	1 350	1 077
Valeur brute	1 735	1 376
Matières premières		
Produits finis et en cours		
Dépréciation		
Matières premières	385	299
Produits finis et en cours	1 350	1 077
Valeur nette	1 735	1 376

L'absence de dépréciation des stocks s'explique par le fait que les produits finis sont fabriqués sur mesure et sont donc destinés à un client final connu. Les quelques produits supérieurs à un an ne sont plus valorisés.

3.3 Clients

	2006	2005
Clients et comptes rattachés	5 267	6 684
Valeur brute	5 267	6 684
Clients et comptes rattachés	723	715
Dépréciation	723	715
Clients et comptes rattachés	4 544	5 969
Valeur nette	4 544	5 969

3.4 Autres créances

	2006	2005
créances sociales	200	172
créances fiscales	3 524	2 891
Groupe	2 147	2 225
débiteurs divers	1 780	353
Valeur brute	7 651	5 641
créances sociales	97	106
Débiteurs Divers	106	68
Dépréciation	203	174
créances sociales	103	66
créances fiscales	3 524	2 891
Groupe	2 147	2 225
débiteurs divers	1 674	285
Valeur nette	7 448	5 467

Les créances fiscales comprennent de la TVA récupérable pour un montant de 1 416 K€, remboursable sur le premier trimestre 2007.

Une créance de carry back a été constatée pour un montant de 1 423 K€, l'échéance étant 2009.

Une convention d'intégration fiscale a été mise en place au 1^{er} janvier 2003 pour l'ensemble des sociétés du groupe de consolidation, hormis SEC et Huis Clos Espagne. HC MANAGEMENT intégrera ce groupe fiscal à compter du 1^{er} janvier 2007. Les filles versent à Huis clos, à titre de contribution au paiement de l'IS du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé leur résultat et/ou leur plus value nette long terme de l'exercice si elles étaient imposables distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont les sociétés auraient bénéficiées en l'absence d'intégration.

Pour Huis Clos la différence entre son IS social et son IS groupe représente un gain fiscal de 308 K€.

Toutes ces créances sont recouvrables à moins d'un an.

3.5 Actions propres

L'AGO du 27 mai 2003 a autorisé la société à procéder au rachat de ses propres titres.

Les objectifs de ce programme de rachat étaient par ordre de priorité décroissant :

- mise en œuvre de programmes d'achat d'actions par les salariés et/ou l'octroi d'options d'achat d'actions aux salariés
- régularisation du cours de bourse par intervention systématique en contre-tendance
- remise d'actions à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, en vue de minimiser le coût d'acquisition ou d'améliorer, plus généralement, les conditions d'une transaction
- remise de titres de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de tout autre manière à l'attribution d'actions de la société

Ce programme a fait l'objet d'un Visa AMF n°03-355 le 30 avril 2003.

Le conseil d'administration du 7 juillet 2003 a décidé de son affectation à un plan d'options d'achat d'actions.

Synthèse de son utilisation :

	2006	2005
Actions détenues au 1er janvier	22 277	47 330
Nombre d'actions acquises	15 244	4 539
Nombre d'actions cédées	31 532	29 592
Actions détenues à la clôture	5 989	22 277
Cours moyen d'achat au 1er janvier	29.89	32,18
Cours moyen des achats de l'exercice	24.11	17,85
Cours moyen des ventes de l'exercice	20.92	16,27
Cours moyen d'achat à la clôture	24.26	29.89
Valeur à l'ouverture	666	1 523
Valeur d'achats des acquisitions de l'exercice	368	81
Valeur d'achats des cessions de l'exercice	888	938
Valeur à la clôture	145	666
Dépréciation constatée au 31 décembre	12	
Valeur à la clôture	133	666

La provision a été calculée par différence entre la valeur d'achat des titres et leur valorisation au cours moyen du mois de décembre 2006.

3.6 Capital

Le capital de la société est constitué de 1.500.000 d'actions de 1 Euro de valeur nominale.

Le 10 juillet 2001, la société a introduit au second marché d'EURONEXT 16.30% de son capital, soit 162 954 titres.

La société avait introduit, dans un premier temps, 5% de son capital au marché libre de la bourse de Paris, en mars 1999.

La société Huis Clos a procédé, en août 2005, à une augmentation de capital de 6 Me par émission de 500 000 actions supplémentaires au prix de 12 euros l'unité. Le produit net s'est élevé à 5 837 Ke, déduction faite des frais engagés, 500 Ke ont été affectés en capital social et 5 337 Ke en prime d'émission.

3.7 Provisions pour risques et charges

	2005	réserves	dotations	reprise utilisée	reprise non utilisée	2006
clients	273		118	177		214
SAV	1 738		51	145		1 644
prud'hommes	951		641	833		759
engagements retraite	319		1	234		86
Valeur brute	3 281		811	1 389		2 703

Provision pour départ en retraite (en euros)

	Valeur des droits au 31/12/05	Coût des services rendus dans l'exercice	Coût financier de l'exercice	Gains actuariels	Valeur des droits au 31/12/06
Huis Clos	318 494	24 899	4 098	- 261 297	86 194

La valorisation des engagements de retraite au 31 décembre 2006 au titre de l'indemnité de fin de carrière pour les personnels des sociétés du Groupe repose sur les hypothèses actuarielles suivantes :

Taux de turn over	Selon âge, statut et activité
Age de départ à la retraite	65 ans
Taux d'évolution des salaires à LT	2,5 % non-cadres, 3% cadres
Taux d'actualisation financière	4.20 %

Le mécanisme du corridor n'est pas retenu par le groupe.

3.8 Emprunts auprès des établissements financiers

	2006	2005
emprunts souscrits au 1er janvier	3 625	4 150
nouvelles souscriptions	1 000	750
remboursements	1 623	1 275
emprunts souscrits au 31 décembre	3 002	3 625

Au 31/12/06, l'échéancier des emprunts est le suivant :

	2006
2 007	2 299
2 008	383
2 009	320
2 010	
2 011	
plus de 5 ans	
Total restant	3 002

3.9 Emprunts divers

	2006	2005
concours bancaires	2 432	1 499
c/c groupe et associés	399	895
autres	1	3
Valeur brute	2 832	2 397

Les comptes courants au 31 décembre 2006 correspondent aux avances reçues des filiales.
Ces dettes sont remboursables à moins d'un an.

3.10 Trésorerie

	2006	2005
valeurs mobilières de placement	316	408
disponibilités	1 128	596
concours bancaires	-2 432	-1 499
emprunts	-3 006	-3 628
Trésorerie nette	-3 994	-4 123

3.11 Avances et acomptes reçus

Une avance de 1 M€ a été négociée avec notre partenaire financier auprès duquel sont déposés la majorité des dossiers de financement de nos clients.

Cette avance compense le besoin en fonds de roulement créé entre le moment où les dossiers sont déposés auprès de l'organisme et le moment où ce dernier débloque les fonds ainsi que les acomptes sur commandes (habituellement 30%) qui sont minorés en cas de vente en financement.

3.12 Dettes fiscales et sociales

	2006	2005
Dettes sociales	4 791	6 849
dettes fiscales	483	493
Total	5 274	7 342

Toutes ces dettes sont à moins d'un an.

3.13 Autres dettes

	2006	2005
fournisseurs	10 502	9 384
dettes sur immobilisations	166	19
autres dettes	197	206
Total	10 865	9 609

Ces dettes sont remboursables à moins d'un an.

3.14 Engagements hors bilan

Engagements reçus : la société ne bénéficie d'aucun engagement reçu.

Engagements donnés :

	moins 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Nantissements	1 910	48		1 958
Cautions		17		17
Contrats de Leasing	90	111		201
Autres		2 400		2 400
Total	2 000	2 576	0	4 576

Pour faire face aux coûts d'exploitation supplémentaires engendrés par l'accélération du développement du réseau et du développement de la gamme « produits », et afin de renforcer la structure financière du groupe au 31/12/2006, les deux actionnaires principaux ont procédé à un abandon financier de leur compte courant respectif à hauteur de 2,4 Me.

Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune dont les modalités sont :

- Remboursement à 1^{ère} demande de l'actionnaire lorsque les fonds propres consolidés du groupe redeviennent supérieurs à 6 Me.
- Remboursement immédiat et en totalité en cas d'opération d'augmentation de capital.

Deux contrats d'emprunt font état de covenants financiers :

1^{er} cas : emprunt de 1 500 K€, de 2002, présentant un solde de 247 K€

« le crédit deviendra immédiatement exigible et de plein droit sans mise en demeure préalable en cas d'inobservation ou défaut d'exécution des conditions ci après :

dettes financières/fonds propres+ comptes courants d'associés<1
dettes financières nette/CAF<3 »

2nd cas : emprunt de 381 K€, de 2001, présentant un solde de 110 K€

« tant que l'emprunteur sera débiteur en vertu des présentes, il devra :

maintenir un total fonds propres > ou égal à 4 573 K€ et un fonds de roulement >0, calculés sur le bilan consolidé

fonds propres/ total bilan >20%

total dettes moyen et long terme + CB retraité/ fonds propres <1

total dettes moyen et long terme + CB retraité/ CAF <4

frais financiers (corrigés du CB)/ EBE<30% »

Bien que ces covenants ne soient pas respectés depuis l'exercice clos au 31/12/2004, les établissements financiers concernés n'ont pas réclamé un remboursement anticipé.

3.15 Contrats de crédit-bail

	2006
Valeur des biens pris en CB	381
Amortissement cumulé	190
Valeur nette	191
Loyers versés dans l'exercice	149
Loyers restant à payer :	201
<1 an	90
>1 an	112
dont Valeurs résiduelles	86

3.16 Situation fiscale latente

NATURE	Base Impôt 2005	Base Impôt 2006
Différences temporelles d'imposition:		
Effort Construction	96	95
Organic	133	152
Engagement Retraite	318	232
Retraitement Amortissements Règlement CRC 2002-10	577	502
Sur déficits reportables en avant	14 601	12 930
TOTAL BASE	15 726	13 912
Taux d'imposition	33,83%	33,33%
TOTAL IMPOT	5 320	4 637

3.17 Risques environnementaux

Conformément à la loi n°2001-420 du 15 mai 2001, nous vous communiquons l'information suivante relative aux conséquences sur l'environnement de notre activité :

L'activité du groupe, à savoir la commercialisation et la rénovation de menuiseries PVC, a un impact très limité sur l'environnement :

- peu de rejets dans l'eau ou dans l'air, peu de nuisances olfactives et sonores
- pas d'atteinte aux équilibres biologiques
- récupération des anciennes menuiseries remplacées dans des bennes, qui sont enlevées et dont le contenu est traité par des professionnels.

En conséquence, aucune certification n'est en cours en matière d'environnement, de même qu'aucune provision pour atteinte à l'environnement n'a été constatée dans les comptes de la société.

3.18 Chiffre d'affaires

La totalité du CA a été généré en France.

La répartition entre les catégories de produits est la suivante :

	2006	2005
Chassis	45,4%	50%
Volets roulants	21,8%	18%
Portes entrée	9,1%	10%
Chauffage	2,8%	
Réversible	5,5%	
Autres	15,4%	22%
	100%	100%

3.19 Personnel

Evolution des effectifs employés en fin d'exercice :

	2006	2005
cadres	17	45
employés	1169	920
intérimaires		
Total	1186	965

3.20 Rémunération des organes de direction

Conformément à la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, nous vous précisons l'ensemble des rémunérations perçues par les mandataires sociaux de la société Huis Clos :

	Exercice 2006	Exercice 2005
Monsieur René BERTIN	159 996 euros	146 351 euros
Madame Claudine BERTIN	-	-
Monsieur Jean Charles GALLI	-	-
TOTAL	159 996 euros	146 351 euros

3.21 Dotation amortissements et provisions d'exploitation

	2006	2005
amortissements	1 050	1 180
provisions	1 269	1 993
	2 319	3 173

3.22 Résultat financier

Détail des produits financiers de participation (dividendes) :

	2006
Isoplas	640
Logi Particulier	50
RB1	839
	1 529

Le résultat financier, compte tenu d'une proportion élevée de dettes financières à taux variable, est relativement sensible à la variation des taux d'intérêts. Toutefois, cette dépendance reste modérée en terme d'impact sur le résultat car une variation des taux de 1% aurait une incidence annuelle inférieure à 40 Ke sur la base de l'endettement au 31 Décembre 2006.

L'activité de la Société est exercée exclusivement en France. Il n'existe aucun actif ni passif monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de la clôture. Il n'existe donc aucun risque de change.

3.23 Résultat exceptionnel

	Produits	Charges
Cessions Immobilisations	759	873
Cessions Contrats Leasing	134	128
Divers	2 480	85
Total	3 373	1 086

Le produit exceptionnel divers se compose principalement d'un abandon financier du compte courant des deux principaux actionnaires à hauteur de 2,4Me.

3.24 Impôt société

L'impôt de l'exercice se décompose comme suit :

- charge d'impôt sur résultat courant : néant
- charge d'impôt sur résultat exceptionnel : néant
- produit d'impôt lié à l'application de la convention d'intégration fiscale : 308 K€.

3.25 Filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (avant résultat)	QP capital détenu	Valeur brute titres	Valeur nette titres	Prêts Avances Consentis	Caution s Avals donnés	CA HT exercice 2006	Résultat 2006	Dividendes	Date clôture
Isoplas SAS	765	1 355	100,00%	915	915	1 021		21 459	1 029	660	31/12/2006
Logi Particulier SARL	50	63	99,80%	8	8			775	61	50	31/12/2006
SCI RB1	15	49	99,99%	15	15	92		82	26	840	31/12/2006
Huis Clos Espagne	100	100	100,00%	100	100						31/12/2006
HC Mangment SAS	50	50	97,00%	49	49	154		2 913	-194		31/12/2006
SEC SARL	101	-799	100,00%			402		1 331	204		31/12/2006
Altherm SAS	40	40	100,00%	40	40						31/12/2006

Le montant des postes du bilan et du résultat financier relatifs aux opérations réalisées avec les entreprises liées sont les suivantes :

	Créances Clients	C/Courants Débiteurs	Autres Créances	Dettes Fournisseurs	C/Courants Crédeurs	Autres Dettes	Charges Financières	Produits Financiers
Avec Isoplas		1 021		4 970				64
Avec Logi Fermetures		68	1					
Avec Logi Particulier			143		31		2	
Avec RB.1		92					8	
Avec SEC		402		89				11
Avec HC Management		154		731				27
Avec Huis Clos Espagne					96			
TOTAUX		1 737	144	5 790	127		10	102

3.26 Valeurs mobilières détenues en portefeuille

	Valeur brute titres	Valeur nette titres	Valeur de Marché
Huis Clos SA (Actions Propres)	145	133	133
Sicav de Trésorerie	184	184	185

PRINCIPALES RESOLUTIONS QUI SERONT PROPOSEES AU VOTE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE APPELEE A STATUER SUR LES COMPTES DE
L' EXERCICE 2006

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Co-Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 Décembre 2006 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle constate également qu'il y a eu pour 74.148 €uros de dépenses effectuées au cours de l'exercice écoulé ayant trait aux opérations visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice écoulé.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de 2.406.556 €uros de la manière suivante :

- Affectation au compte « Report à nouveau »2.406.556 €
Total égal au résultat de l'exercice2.406.556 €

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'assemblée générale constate que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividendes	Avoirs fiscaux
2003	957.668,00 €	478.834,00 €
2004	0 €	0 €
2005	0 €	0 €

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Co Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article L. 225-38 du Code de Commerce, approuve les conventions énumérées audit rapport.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration sur la gestion du groupe et des Co Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés à la date du 31 Décembre 2006 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à réaliser des opérations d'achats ou de ventes sur les actions de la société, conformément aux statuts de la société, sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires applicables au moment de son intervention.

La société pourra acquérir sur le marché ou hors marché ses propres actions et vendre tout ou partie des actions ainsi acquises en respectant les limites ci-dessous :

- Le total des actions détenues ne dépassera pas 5 % du capital social ;
- Le prix maximum d'achat est fixé à 60 Euros par action hors frais ;
- Le prix minimum de vente est fixé à 15 Euros par action hors frais ;

L'assemblée Générale décide que les actions achetées seront utilisées à la mise en œuvre de programmes d'achat d'actions par les salariés et/ou l'octroi d'options d'achat d'actions aux salariés.

Le montant maximum destiné à la réalisation de ce programme est fixé à 2.000.000 Euros.

L'assemblée Générale décide de donner tout pouvoir au conseil d'administration avec faculté de subdélégation afin :

- D'effectuer par tout moyen l'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions ;
- De conclure tout accord en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de vente d'actions ;
- D'effectuer toutes déclarations auprès de la commission des opérations de bourse, du conseil des marchés financiers et tout autre organisme ;
- De remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une durée de 18 mois à compter de ce jour.

L'assemblée générale prend par ailleurs acte que de telles opérations d'achats ou de ventes sur les actions de la société ont été réalisées depuis la date d'expiration de l'autorisation donnée par l'assemblée générale en date du 28 Juin 2005 et décide de ratifier les opérations effectuées depuis le 27 décembre 2006 jusqu'à ce jour.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'effectuer les formalités légales de dépôt.